

RD-CONGO



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2034 - VENDREDI 13 JUIN 2014

PARLEMENT

Vers la convocation d'une session extraordinaire

Le Parlement prend ses vacances le 15 juin sans avoir eu à investir le gouvernement de cohésion nationale dont l'option a été levée lors des consultations nationales. À moins d'un ultime sursaut d'orgueil du chef de l'État qui en détient seul le secret en vertu des pouvoirs discrétionnaires lui dévolus, la problématique de ce gouvernement est en passe d'être renvoyée à la prochaine session extraordinaire. Une session présentée comme inévitable lorsqu'on s'en tient au volume des matières à traiter, parmi lesquelles les arriérés législatifs ainsi que les quatre projets de loi en rapport avec le processus électoral adoptés sous peu en conseil des ministres. Dans le lot, le projet de loi portant révision de certains articles de la Constitution paraît la plus sensible. C'est avec un arrière-goût d'inachevé que le commun des Congolais va assister à la fin de cette session ordinaire de mars qui n'a pu également discuter de la reddition des comptes de l'exercice budgétaire 2013 conformément aux textes régissant le fonctionnement des deux chambres législatives. [Page 11](#)



Le Palais du Peuple, siège des institutions

RDC-RWANDA

Crise à la frontière commune

Des tirs à l'arme lourde ont été entendus de part et d'autre de la frontière jusqu'au milieu de la journée du 12 juin témoignant de l'intensité des combats au village frontalier de Kanyesheza. Il s'agit là des premiers incidents de cette ampleur depuis fin octobre 2013. Plusieurs centaines des personnes ont dû abandonner leurs habitations pour gagner des localités environnantes afin de se mettre à l'abri du danger. Entre-temps, la situation est loin de se calmer.

La mort d'un caporal des Fardc abattu de l'autre côté de la frontière serait l'élément détonateur de ces affrontements pour lesquels les deux pays se rejettent la responsabilité, chacun développant sa version des faits. La France appelle à la « *cessation immédiate des hostilités* ». De leur côté, les Nations unies ont initié les deux pays à faire preuve de retenue et à ramener la sécurité à leur frontière commune.

[Page 11](#)



Des éléments des Fardc à Goma

MODIFICATION DE LA CONSTITUTION

L'Asadho responsabilise le gouvernement congolais

L'Association africaine de défense des droits de l'Homme (Asadho) constate que c'est pour la deuxième fois que la loi fondamentale est retouchée par la majorité au pouvoir à la veille des élections pour s'assurer de les contrôler. L'ONG attire l'attention de la majorité sur le fait que toutes les dispositions de la Constitution qui sont verrouillées ne peuvent jamais faire l'objet de modification. Et l'Asadho de rappeler que pour les autres dispositions relatives à l'organisation des élections, même si leur modification doit se conformer aux prescriptions de la Constitution, cela devra faire l'objet d'une large consultation entre la majorité et les autres forces politiques et sociales.

L'Asadho pense, par ailleurs, que les raisons financières avancées pour justifier les modifications de la Constitution ne sont que la manifestation du manque de programmation dans le chef du gouvernement. [Page 11](#)

LUTTE CONTRE LE PALUDISME

Des moustiquaires distribuées aux refoulés de Brazzaville

Les Congolais refoulés de Brazzaville cantonnés pour le moment au site de Maluku dans la périphérie Est de la ville-province de Kinshasa vivent dans des conditions propices à l'émergence des maladies. Pour les aider à se protéger contre le paludisme qui affecte plus les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans, l'Association de santé familiale (ASF) vient de leur distribuer plus de deux mille moustiquaires imprégnées d'insecticide et des purifiants d'eau.

Cette assistance répond à la demande du ministre provincial de la Santé qui a sollicité de l'ASF de secourir ces compatriotes sinistrés. Ce geste, explique l'administrateur de cette structure, Nestor Akibayar, constitue une réponse au plan établi par le Programme nationale de lutte contre le paludisme. Il a exhorté l'exécutif national à prendre des mesures efficaces pour protéger ces compatriotes en détresse. [Page 11](#)

DEUXIÈME TOUR CYCLISTE DU CONGO

Le président Motayo de la Fécoy rassure sur les préparatifs

Le deuxième Tour du Congo de cyclisme prendra son départ le 16 juin dans la ville minière de Kolwezi dans la province du Katanga. À moins d'une semaine du coup d'envoi, le président de la Fédération congolaise de cyclisme, Sylvestre Motayo Mbela, a tenu à rassurer les esprits. Le comité organisateur de ce tour, a-t-il déclaré, est en train de mettre la dernière main sur le dossier relatif à l'accueil des délégations qui viendront des pays étrangers, notamment de France et de Belgique. Il a annoncé la participation des coureurs du Sénégal, du Sierra Leone, d'Afrique du Sud, du Mozambique, du Congo Brazzaville, du Rwanda, du Burundi et d'autres pays africains. On attend environ cent cinquante coureurs dont près d'une vingtaine de la RDC. Pour rappel, le premier Tour du Congo de cyclisme avait été remporté en 2013 par le Français Clain Méderic, vainqueur de six des neuf étapes de la course. [Page 12](#)

ÉDITORIAL

Élections

L'échéance des élections locales approchant à grands pas, les lignes commencent à bouger sérieusement au sein des partis politiques, de la majorité comme de l'opposition. Et c'est heureux, car les jours et les mois passant dans une atonie quelque peu désolante, on en venait presque à douter que ces formations prennent au sérieux l'un des scrutins les plus importants de la vie démocratique puisqu'il désigne les femmes et les hommes appelés à gérer les collectivités locales sur toute l'étendue du territoire.

Disons, avant d'aller plus loin, que le scrutin à venir permettra de distinguer les partis ou formations politiques qui sont réellement représentatifs et ceux ou celles qui n'ont aucune existence réelle. Ainsi s'effondrera, pour ne citer que ce cas, l'opposition dite « radicale » qui parle haut et fort, mobilise les médias étrangers, s'attache à dégrader l'image du Congo alors que ses leaders ne représentent qu'eux-mêmes. Incapables de monter des listes de candidats crédibles dans les villes et les villages du pays, les groupuscules qui composent cette opposition apparaîtront tels qu'ils sont réellement, c'est-à-dire inexistantes.

Aux partis et aux formations politiques dignes de ce nom, qu'ils appartiennent à la majorité ou à l'opposition, il revient maintenant de se lancer résolument dans la bataille électorale. Avec en ligne de mire deux objectifs : d'abord, bien sûr, conforter leurs positions locales en choisissant partout des candidats crédibles et représentatifs ; ensuite, définir des programmes réalistes, adaptés aux collectivités locales qu'ils ambitionnent de conserver ou rêvent de conquérir. Si les uns et les autres accomplissent ce travail de façon sérieuse, ils rendront le plus grand des services à notre pays en le faisant progresser de façon décisive sur la voie de la démocratie et donc du progrès.

Cela est d'autant plus vrai que les élections locales de juillet 2014 marqueront le début d'un processus électoral qui s'étendra sur quatre longues années, avec les élections sénatoriales, l'élection présidentielle, les élections législatives, peut-être même un référendum constitutionnel.

Voyons donc comment la classe politique va relever le défi qui lui est ainsi lancé.

Les Dépêches de Brazzaville

DISPARITION

Le PCT salue la mémoire d'Alphonse Diantomba

Le Parti congolais du travail (PCT) a rendu, le 11 juin à son siège communal de Brazzaville, un dernier hommage au président du comité du parti de l'arrondissement 2, Bacongo, membre du comité central, Alphonse Diantomba, décédé le 30 mai dernier au centre hospitalier et universitaire de Brazzaville.



Des membres du PCT s'inclinant devant la dépouille du disparu (© Adiac).

Né le 27 novembre 1949 à Ngamboulou, dans le district de Louingué (département du Pool), Alphonse Diantomba obtient son baccalauréat série A en 1964 et entre la même année à l'École normale de Brazzaville. En 1965, il obtient le diplôme de conseiller pédagogique principal à l'Institut supérieur des sciences de l'éducation. Animateur du Mouvement national des pionniers, il suit ensuite en Bulgarie une formation idéologique et en préparation aux urgences et obtient un diplôme de formateur de Caritas États-Unis. De 1965 à 2002, Alphonse Diantomba exerce plusieurs fonctions administratives. Il est directeur de l'école régionale du Pool, chef du centre féminin d'alphabétisation à Pointe-Noire, enseignant à l'École normale d'instituteurs de Braz-

zaville et enfin directeur de cabinet du maire de l'arrondissement 2, Bacongo. Ses activités professionnelles ne l'empêchent pas de mener une lutte politique. Ainsi, bénéficiant de la confiance de la hiérarchie du PCT, il devient, en 1983, membre du comité du parti de la ville de Brazzaville et président de la cellule PCT de l'École normale d'instituteurs et des écoles d'application de Brazzaville. De 1983 à 1986, il est président de la cellule PCT de l'Inspection primaire de Bacongo. De 1999 à 2004, il est nommé membre du comité du parti de la ville de Brazzaville et, une année plus tard, secrétaire chargé de l'administration et du matériel à la coordination locale des Forces démocratiques unies de Bacongo. En 2002, il est directeur de campagne

adjoint du candidat Denis Sassou N'Gusso à Bacongo et candidat à la députation dans la première circonscription. Il est ensuite nommé secrétaire chargé de l'organisation et de la mobilisation à la section Bacongo et conseiller municipal et départemental de Brazzaville. Il devient la même année vice-président du Rassemblement de la majorité présidentielle, chef de division des finances et du matériel à la direction locale de campagne du candidat Denis Sassou N'Gusso à Bacongo. En 2011, il est élu membre du comité central du PCT. Depuis le 30 juin 2013, Alphonse Diantomba dirigeait le PCT dans le deuxième arrondissement.

Jean Jacques Koubemba

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse

Secrétariat : Raïssa Angombo

COMITÉ DE DIRECTION

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodialo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcie.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout

Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Josiane Mambou Loukoula

Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Romonique Nerplat Makaya
Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable coordination et communication : Rose-Marie Bouboutou
Directrice du Développement : Carole Moine

RÉDACTION DE PARIS

Camille Delourme, Noël Ndongo, Marie-Alfred Ngoma
Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcie
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-signet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Mumbelé Ngoni

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-presses et contrôle de qualité : Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),

Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gusso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel
Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma
Assistante : Laura Ikambi
23, rue Vaneau - 75007 Paris - France
Tél. : (+33) 1 40 62 72 80
www.lagalericongoco.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Gusso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau 75007 Paris / Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

JOURNÉE DE LA CONCORDE ET LA RÉCONCILIATION NATIONALES

Débat sur le rôle de la paix dans le développement du pays

À la faveur de la célébration de la 23^e Journée de la concorde et la réconciliation nationales, le 10 juin à Sibiti, dans la Lekoumou, les acteurs politiques et de la société civile ont échangé sur le rôle et l'importance de la paix, de la démocratie et de la réconciliation nationale comme leviers du développement

Le secrétaire permanent du comité de suivi de la Convention pour la paix et la reconstruction du Congo, Marius Mouambenga, chargé de développer le thème principal, a souligné que les efforts des acteurs politiques et de la société civile, après les conflits armés que le Congo a connus, consistaient à promouvoir les vertus de non-violence et de paix. Les différends politiques, a-t-il renchéri, devraient se résoudre par le dialogue.

Il a mis à profit cette occasion pour rappeler les moments sombres qu'avait connus le Congo dans les années 1990 à 2000, avant de revenir sur les différents accords de paix et de cessation des hostilités signés à Brazzaville et à Pointe-Noire en 2001, qui ont permis la décrispation du climat social.

Selon Marius Mouambenga, c'est grâce au retour progressif de la paix que le Congo a entamé son processus de développement matérialisé, entre autres, par la municipalisation accélérée et dont le département de la Lekoumou a bénéficié cette année.

Évoquant la réconciliation nationale comme facteur de développement,



Le présidium des travaux. (© Adiac)

Marius Mouambenga estime qu'elle doit commencer parmi les acteurs politiques qui doivent cultiver entre eux les vertus du dialogue et de la tolérance. Ces valeurs, a-t-il ajouté, permettent de semer l'amour entre les populations. Les acteurs politiques se doivent également de véhiculer des messages de paix et d'unité nationale, en vue de consolider le processus de paix.

De son côté, l'expert du ministère de la Jeunesse et de l'Instruction civique, Pierre Ngouala, a démontré, autour du sous-thème « jeunesse, paix et développement », que lorsque les jeunes étaient mieux encadrés sur les plans

scolaire et professionnel, ils se détournaient des actes répréhensibles. C'est ainsi qu'il a salué les efforts que déploient les autorités congolaises dans le cadre de la municipalisation accélérée des départements, en vue de créer des emplois temporaires aux jeunes. Il a également présenté les initiatives prises par son ministère dans le cadre de l'encadrement et de la formation professionnelle des jeunes avec la création des centres de métiers, l'instauration de l'enseignement de l'Instruction civique à l'école et la création du Conseil national de la jeunesse.

Développant le sous-thème sur « la problématique de l'observation des

élections, un regard de la société civile », Cephass Germain Ewangui a surtout insisté sur l'apport des élections crédibles et transparentes dans le processus de consolidation de la démocratie. Il a rappelé que l'observation électorale visait à déceler les dysfonctionnements et les fraudes aussi bien dans le processus électoral que dans le scrutin, afin d'apporter progressivement des correctifs.

Les grandes démocraties, a-t-il dit, n'ont plus besoin d'observateurs électoraux parce que le processus électoral ne souffre pas de « parasites ». Il a insisté sur le fait que les systèmes politiques opposés à l'alternance démo-

cratique s'arrangeaient pour vicier les textes sur les élections, au point où, a-t-il expliqué, les observateurs électoraux étaient mis devant le fait accompli. Il a démontré que l'observation des élections dans les jeunes et fragiles démocraties épargne aux pays les troubles politiques souvent engendrés par les scrutins.

Jean-Louis Fragonard, intervenant quant à lui sur « la place et le rôle du comité de suivi dans la gestion des questions de paix et de réconciliation nationale », a rappelé les missions du comité de suivi de la Convention pour la paix et la reconstruction du Congo. Il a cité les actions menées par cette structure dans le cadre du retour progressif de la paix, avant d'inviter les acteurs politiques et de la société civile à créer des conditions susceptibles de contribuer à la consolidation du processus de paix.

Avant ces conférences, se sont déroulées le 9 juin des rencontres de dzango, de football féminin et masculin ainsi que le populaire cross mixte.

Les points à améliorer

Pour les prochaines éditions, les invités souhaitent que le comité de suivi de la Convention pour la paix et la reconstruction du Congo soit plus attentif à l'organisation des déplacements, notamment concernant les conditions de voyage et d'hébergement. De ce point de vue, la 23^e édition qui vient de se dérouler à Sibiti, dans la Lekoumou, a beaucoup laissé à désirer.

Roger Ngombé

TRANSPORTS FLUVIAUX

Le CNTF menace de retirer ses bateaux du trafic

Pour avoir cumulé deux mois et demi d'arriérés de salaires à ce jour, à cause de trois bateaux réquisitionnés par le gouvernement qui assurent la traversée des expulsés vers Kinshasa, dans le cadre de l'opération « Mbataya Bakolo », le Chantier naval et des transports fluviaux (CNTF) est en détresse.

Les trois syndicats les plus représentatifs du CNTF (Syrcf, Lefluvial et Sytraproff) réunis, ont exprimé leur ras-le-bol à ce sujet, le 12 juin à Brazzaville, à la faveur d'une mise au point faite aux Dépêches de Brazzaville. Décision annoncée : le retrait pur et simple, ce 13 juin, de ces navires du trafic, sous réserve d'une solution immédiate de la part du gouvernement.

D'après ces trois syndicats, lors du lancement de l'opération Mbataya Bakolo, le gouvernement avait réquisitionné trois bateaux du CNTF, pour assurer la traversée des expulsés vers Kinshasa. En contrepartie, bien qu'il n'ait pas négocié au préalable avec cette structure technique, le gouvernement devait verser au CNTF la somme de 213 millions, afin de lui permettre de payer les travailleurs et faire face aux charges de l'entreprise pendant cette période.

Malheureusement, depuis que l'opération Mbataya Bakolo a commencé, il y a plus de deux mois, le gouvernement n'a jamais honoré ses engagements. Dans la recherche de solutions à ce problème, les différents syndicats, qui représentent 325 travailleurs du CNTF, ont dit avoir fait part de leurs doléances au ministre de tutelle, Gilbert Mokoki. Mais rien n'est encore fait à ce jour.

« Nous avons envoyé les correspondances auprès du gouvernement pour le paiement des salaires et le fonctionnement de l'entreprise, jusqu'à présent rien n'est fait. On a maintes fois eu des rencontres avec le ministre Gilbert Mokoki, en charge des voies navigables et de l'économie fluviale, or il n'y a toujours pas de résultats », a souligné Eustache Elenga, président du syndicat Lefluvial.

Ces trois syndicats qui pensent avoir épuisé toutes les voies de recours, ont décidé, à l'issue d'une assemblée générale avec les travailleurs de cette structure, tenue le 6 juin dernier, qu'ils n'avaient plus que le choix de procéder dès demain, de manière pacifique, au retrait de leurs navires de la circulation, sous réserve du paiement total de leur argent. « Nous en

avons marre maintenant car nous totalisons déjà deux mois et demi d'arriérés de salaires, et on continue à faire le rapatriement. Nous ne serons pas en grève, mais nous retirons simplement nos unités qui effectuent le rapatriement entre les deux rives, pour les mettre sur quai, en attendant que le gouvernement nous paie notre argent, avant de poursuivre les expulsions », a renchéri Eustache Elenga, qui pense que ces expulsions sont un manque à gagner pour eux.

Avant le lancement de l'opération « Mbataya Bakolo », ont confirmé ces syndicalistes, le CNTF n'avait jamais connu de retard de salaires. Il vivait au dépend des recettes issues des transactions des bateaux entre Brazzaville et Kinshasa ainsi que vers l'intérieur du pays. Ce qui veut dire que si la solution n'est pas vite trouvée, l'expulsion des sujets de la RDC en situation irrégulière risquera de prendre un coup. Selon nos sources, pendant que nous mettons sous presse, une solution aurait été trouvée en fin d'après-midi entre le ministre de tutelle et les syndicats. Une information qui reste à vérifier sur le terrain.

Firmin Oyé

RAPPORT ÉCONOMIQUE SUR L'AFRIQUE/2014

L'accent est mis sur l'industrie

Ce rapport se présente comme une opportunité de perfectionnement de la stratégie actuelle d'industrialisation du Congo en prenant appui sur le diagnostic et pistes de solutions qu'il comporte.

La présentation dudit rapport a eu lieu au Congo. Il a fait l'objet d'un débat entre des économistes, des hauts fonctionnaires, du secteur public et privé confondu. Le ministre de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique, Bruno Jean Richard Itoua, a procédé le 12 août à Brazzaville, au lancement officiel du document, en lieu et place de son homologue de l'Industrie et de la promotion du secteur privé.

Ce rapport est co-publié par la commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) et la commission de l'Union africaine (CUA). Il contribuera à faciliter la réalisation des objectifs que le gouvernement s'est fixé dans le processus d'industrialisation et à enrichir les instruments de politique industrielle en cours d'élaboration.

Contenu du rapport

Cette année, le document s'ouvre sur « la politique industrielle dynamique en Afrique : institutions novatrices, processus efficaces et mécanismes flexibles ». Ce thème découle des travaux précédents qui ont porté sur le rôle de l'État dans la transformation économique et sur l'industrialisation fondé sur les produits de base.

Au-delà d'une analyse des problèmes d'industrialisation du continent, et compte tenu de l'expérience des pays en voie d'industrialisation, le rapport offre un cadre institutionnel pour concevoir et mettre en œuvre la politique industrielle en Afrique. Il recommande que les gouvernements, disposant de peu de ressources, créent des infrastructures en adéquation avec des besoins sectoriels ou des domaines thématiques de l'expansion industrielle. « Le rapport 2014 appelle le continent à recentrer ses stratégies de développement économique sur l'industrialisation, en particulier sur les moyens d'élaborer et de mettre en œuvre une politique industrielle efficace », a souligné le coordonnateur résident du système des Nations unies, Anthony Kwaku Ohemeng-Boamah. Il se dégage que la croissance sur le continent Afrique

n'est pas inclusive et la transformation structurelle ne suit pas. Ce constat entraîne une faible productivité de la main d'œuvre et de création d'emploi, une baisse insuffisante du taux de pauvreté.

Parlons du Congo

D'après les données de la banque économique de l'Afrique centrale pour l'année 2012, le secteur secondaire représente moins de 10% de la production totale du Produit intérieur brut (PIB). Cette estimation représente 487 milliards de FCFA pour un PIB estimé à 6842 milliards. Si l'on déduit la production de l'eau et de l'électricité, l'industrie manufacturière ne représente que 3,8% de la production du Congo.

Or, malgré cette description, le coordonnateur résident est optimiste sur l'inversion de cette situation, compte tenu des potentialités du Congo pour la transformation de ses ressources naturelles. « Heureusement, nous constatons ces derniers temps que le Congo s'est engagé en faveur de l'industrialisation (...) », a-t-il déclaré.

C'est ainsi qu'il a souligné la nécessité pour le Congo d'accorder une attention soutenue aux prérequis nécessaires à une industrialisation réussie et soutenable tels : la formation professionnelle pointue de la main d'œuvre, le climat des affaires devant faciliter la création et le développement des entreprises, l'amélioration du cadre judiciaire nécessaire ainsi que le système bancaire. Dans son argumentaire, il a rappelé l'échéance des Objectifs du millénaire au développement pour 2015. Il s'avert fondamental un projet d'industrialisation favorable à la création d'emploi, à la hausse de la productivité et de la réduction de la pauvreté. Aussi l'industrie de transformation se présente comme un des éléments majeurs permettant au Congo, non seulement, de diversifier son économie mais d'atteindre son objectif de devenir pays émergent. « (...) il faut admettre cependant que le pays se doit encore de renforcer son dispositif réglementaire en se dotant d'instruments performants de gouvernance de sa politique industrielle », a reconnu Bruno Jean Richard Itoua.

Nancy France Loutoumba



AVIS PUBLIC D'APPEL D'OFFRES OUVERT POUR LA PRESELECTION DES FOURNISSEURS

ECOBANK CONGO invite, par la présente Appel d'offre, les soumissionnaires admis à concourir à présenter leurs offres sous pli fermé, pour la fourniture des équipements et matériels de bureau, fourniture de bureaux, entretien de la climatisation, maintenance électricité. Cet appel d'offre sera reparti en trois lots :

Lot 1 : Fourniture des équipements et matériels de bureau, fourniture de bureaux

Lot 2 : Fourniture des imprimés de banque.

Lot 3 : Entretien de la climatisation, maintenance électricité.

Les soumissionnaires ont la possibilité de soumissionner pour un ou plusieurs lots.

Les candidats intéressés par l'Appel d'offres peuvent obtenir des informations supplémentaires et examiner les dossiers d'appel d'offres dans les locaux ECOBANK CONGO sis à l'immeuble de l'ARC à Brazzaville.

Le dossier d'appel d'offres pourra être acheté par les candidats à l'adresse indiqué ci-dessus contre présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de 200 000FCFA, payer soit par chèque barré et certifié à l'ordre de ECOBANK CONGO, soit en espèce déposé à la caisse de ECOBANK CONGO, soit par virement bancaire au compte ECOBANK CONGO « 382000100 : Frais Convention de Crédit ».

A la demande des soumissionnaires ayant déjà versé les 200 000 francs CFA, le dossier d'appel d'offres pourra leur être expédié par courrier électronique (gratuit) ou par courrier express contre le versement d'une somme complémentaire de 150 000FCFA non remboursable à payer selon les mêmes dispositions.

Les sessions d'analyse et de validation des dossiers seront organisées comme suit :

LOTS	Date limite de dépôts des dossiers	Date d'ouverture des plis	Période de tenue des travaux d'analyse	Période de tenue des sessions de validation
Lot 1 : Fourniture des équipements et matériels de bureau, fourniture de bureaux	06/06/2014	09/06/2014	09/06/2014 AU 12/06/2014	09/06/2014 AU 12/06/2014
	06/06/2014	09/06/2014	09/06/2014 AU 12/06/2014	09/06/2014 AU 12/06/2014
Lot 2 : Fourniture des imprimés de banque				
Lot 3 : Climatisation et Electricité.	06/06/2014	09/06/2014	09/06/2014 AU 12/06/2014	09/06/2014 AU 12/06/2014

L'ouverture des plis se fera en séance publique aux dates indiquées avec les représentants de chaque soumissionnaire, dans les locaux de ECOBANK CONGO à Brazzaville.

LA DIRECTION GENERALE DE ECOBANK CONGO

IDÉES-FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société.

Spécial propos sur le football à l'occasion de la Coupe du monde Brésil 2014

□ « Il y a désormais plus d'intérêts commerciaux autour du foot, plus d'intérêts politiques, la dimension que nous avons prise entraîne plus de pression et nécessite que nous prenions nos responsabilités »

Sepp Blatter, président de la FIFA, congrès du 11 juin 2014 à São Paulo (Brésil)

□ « Les gens connaissent Cristiano Ronaldo, mais tout le monde ne connaît pas le Premier ministre portugais. Aujourd'hui, les footballeurs sont les citoyens les plus connus et les plus populaires du village global qu'est le monde « mondialisé », bien plus que les hommes politiques »

Pascal Boniface, directeur de l'IRIS, Les Dépêches de Brazzaville, numéro spécial sur la Coupe du monde 2014

□ « Nous avons beaucoup de joueurs africains qui brillent dans les différents championnats européens. On doit aussi prouver que notre football est aussi performant que celui des Européens. »

François Mpelé, ancien Diable rouge, champion d'Afrique en 1972 à Yaoundé, Les Dépêches de Brazzaville, numéro spécial sur la Coupe du monde 2014

□ « C'est plus difficile de jouer dans une équipe nationale que dans un club. Dans le club on a tout. »

José Mourinho, actuel entraîneur de Chelsea, Yahoo sport, le 11 juin 2014, commentant les chances de certains grands joueurs comme Messi

□ « Les équipes africaines sont parfois imprévisibles dans les deux sens. Cela fait partie des caractéristiques du football africain. »

Nouredine Kourichi, ancien joueur algérien et entraîneur adjoint de l'Algérie, Les Dépêches de Brazzaville, numéro spécial sur la Coupe du monde 2014

□ « La coupe du monde est une fête unique. Ce sont des moments inoubliables »

Patrick Mboma, ancien international camerounais, Les Dépêches de Brazzaville, numéro spécial sur la Coupe du monde 2014

CRISE CENTRAFRICAINE

Près de 57% de réfugiés en insécurité alimentaire dans la Likouala

Selon une enquête-ménage conjointe menée par les représentations nationales du Programme alimentaire mondial (PAM) et du Haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) en République du Congo, la situation des déplacés de la crise centrafricaine est préoccupante dans le nord-Congo et nécessite des ressources additionnelles.

Arrivés au Congo depuis quelques mois, la situation alimentaire des réfugiés de la République centrafricaine ne cesse de se dégrader dans le département de la Likouala, pour les humanitaires. Le nombre actuel de ces déplacés est estimé à environ 16.000 et pourrait atteindre 20.000 d'ici la fin de l'année. « 56,8% des ménages des réfugiés centrafricains dans la Likouala sont en insécurité alimentaire dont 10,3% en insécurité sévère. Les ménages ont, pour une grande partie (57,2%) une consommation pauvre ou limite, mais ils ont également épuisé beaucoup des ressources et capitaux sur lesquels ils pourraient se fonder pour survivre : 74,7% adoptent ou ont adopté, des stratégies d'urgence telles que l'utilisation de leurs économies, consommer des poubelles, mendier ou des activités illégales. Ces ménages se trouvent dans une condition de vulnérabilité et dépendent de l'assistance pour leur survie », indiquent les résultats de l'évaluation conjointe présentée le 12 juin au ministère des Affaires étrangères et de la Coopération.

Bien qu'une partie (36,8%) s'engage dans

le petit commerce, poursuit l'étude, les opportunités de générer un revenu et d'être autosuffisant sont peu nombreuses. « L'analyse de la consommation alimentaire montre que seulement 42,2% des ménages ont une alimentation acceptable : les groupes de consommation alimentaire pauvre (31,2%) et limite (26%) ont des lacunes en termes de consommation de calories, protéines et micronutriments. »

D'après le PAM et le HCR, l'afflux de réfugiés de la RCA au Congo est moins important que dans les autres pays voisins. Mais la pression démographique des réfugiés sur la population locale de la Likouala se fait déjà sentir, en particulier sur le marché de Bétou.

Les bailleurs de fonds invités à honorer leurs engagements

La session de restitution des résultats de cette enquête a réuni les représentants de plusieurs pays, organismes internationaux et le gouvernement congolais, représenté par la directrice de cabinet de la ministre des Affaires sociales, de l'Action humanitaire et de la Solidarité, Marie-Céline Tchisambou-Bayonne. C'est ainsi que les participants ont lancé un appel à la communauté internationale, notamment les bailleurs de fonds, pour des ressources additionnelles. Rappelant les missions du HCR, son représentant au Congo, Ibrahim Traoré, représentant du HCR au Congo, pense que le moment est venu pour examiner cette situation. « Les réfugiés centrafricains sont venus au Congo depuis

mars, il était temps qu'on fasse le point pour voir l'état de la sécurité alimentaire, malheureusement cet état n'est pas du tout bon. Nous en avons profité pour lancer un appel à nos bailleurs pour des ressources additionnelles afin que les besoins de ces personnes puissent être couverts », a-t-il indiqué.

La représentante du gouvernement congolais s'est, de son côté, réjouie de l'appel lancé à l'endroit de la communauté internationale afin qu'elle puisse continuer à apporter de l'aide non seulement au Congo mais également à tous les pays limitrophes de la République centrafricaine. « La bonne nouvelle pour nous, c'est l'appel global. Nous avons demandé aux bailleurs de venir en aide car, sur les 100% des fonds qui ont été prévus par la communauté internationale pour aider les réfugiés centrafricains au Congo, il y a à peine 19% qui ont été débloqués. Si la communauté internationale peut encore faire des efforts pour apporter les 81% restants, ce serait un grand soulagement pour nous, surtout pour les populations touchées. Pas seulement les réfugiés, mais aussi pour les populations locales qui ont accepté de recevoir leurs frères », a conclu Marie-Céline Tchisambou-Bayonne.

Rappelons que cette enquête-ménage, qui porte sur un échantillon de 285 ménages, a été réalisée grâce à l'appui du gouvernement congolais, du 10 au 22 avril 2014.

Parfait Wilfried Douniama

NÉCROLOGIE

La veuve NGANGA née Yengo Céline, Les enfants Nganga, Nganga Esmira, Nganga Nadia, Nganga Brudel, Nganga Yaustan, ont la profonde douleur d'annoncer aux parents et connaissances la mort tragique de leur époux et père Nganga Daniel, décès survenu le 8 juin 2014 à 18h30. La veillée se tient à son domicile sis au bord canal Zanga Dia Ba Ngombé, dans la rue Mbemba Théodore n°2421. La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.



Les familles Diop, Nguet et Matondo, les amis du Beach et les associations sportives Mandzaka-Jazz, Sans Sommeil, Grande famille de Poto-Poto, A.S.Q, Maman Wawa et Elengui-Eyé informent parents, amis et connaissances du décès du président Diop Landry « Le Fougueux », survenu à Kinshasa, le lundi 02 juin 2014. La veillée mortuaire se tient au domicile familial sis au n°34 de la rue Bacongo à Poto-Poto. La date de l'enterrement vous sera communiquée ultérieurement.



FORMATION – CONSEIL – ASSISTANCE TECHNIQUE

Une Expertise à votre portée

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise des séminaires de formation à Brazzaville, Pointe-Noire et Kinshasa suivant le programme ci-dessous. Pour les inscriptions et pour tous renseignements, contactez- nous aux numéros indiqués ci-dessus.

CODE	INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
PDG02	Renforcement des capacités de planification des élus locaux	5 jours	07 au 11 juillet 2014
EP01	Gestion efficace des archives et classements	5 jours	14 au 18 juillet 2014
GMP13	Techniques de négociation des contrats des marchés publics	3 jours	15 au 17 juillet 2014
FF2	La pratique de l'audit fiscal et contrôle interne	5 jours	21 au 25 juillet 2014
GRH03	Outils et méthodes d'évaluation des compétences	4 jours	22 au 25 juillet 2014
EP04	Assurer la fonction d'assistant (e) de direction	5 jours	28 au 25 juillet 2014

INSCRIPTION

Téléphone : +242 06 913 81 45 / +242 06 992 04 91

E-mail : iprc@iprc-training.org

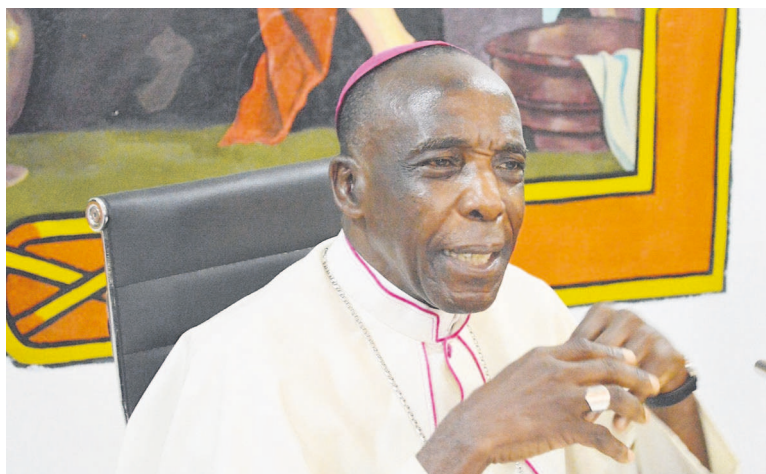
Site web : www.iprc-training.org

BP : 537 Brazzaville - République du Congo

CONFÉRENCE ÉPISCOPALE DU CONGO

Près de cent responsables religieux attendus à Brazzaville

C'est lors d'un point de presse le 7 juin au centre interdiocésain des œuvres de Brazzaville que Mgr Louis Portella Mbuyu, président de la Conférence épiscopale du Congo (CEC), en sa qualité de président de l'Association des conférences épiscopales de la région d'Afrique centrale (Acérac) a annoncé la tenue de cette réunion triennale à Brazzaville du 6 au 13 juillet 2014 sur le thème « La famille en Afrique aujourd'hui ». Il était assisté de l'abbé Mesmin-Prospér Massengo, secrétaire général de l'Acérac.



Monseigneur Louis Portella Mbuyu

Près de cent cardinaux, archevêques, évêques et des membres de délégations du Vatican, d'Europe, d'Afrique sont attendus à Brazzaville pour prendre part à ces assises triennales, après celles de Libreville (Gabon) en juillet 2011. Mgr Louis Portella Mbuyu, président de la CEC, évêque de Kinkala, président de l'Acérac, a demandé aux frères et sœurs, hommes et femmes de bonne volonté, et surtout au peuple de Dieu, de soutenir par la prière et par tous moyens la tenue de ces assises : « C'est un honneur qui nous est fait d'abriter cette rencontre. Mobilisons-nous et soyons

présents aux messes d'ouverture qui se déroulent dans les cinq zones pastorales de l'archidiocèse de Brazzaville. Tous, nous sommes conviés à la messe de clôture au stade Éboué dimanche à 9h00. »

Un thème qui a déjà fait l'objet d'un congrès à Libreville

Mgr Louis Portella Mbuyu a rappelé au cours de ce point de presse que du 13 au 17 novembre passé, l'Acérac a tenu son premier congrès sur la famille à Libreville, avec la participation du gou-

vernement gabonais par le biais de la ministre de la Famille et des Affaires sociales. Curieusement, a-t-il poursuivi, alors qu'ils étaient dans les préparatifs de cette rencontre régionale ils furent agréablement surpris par la décision du pape François d'organiser deux synodes (assemblées d'évêques) consécutifs, à Rome, à partir du mois d'octobre 2014, sur le même thème.

Le président de l'Acérac a ajouté qu'en choisissant de réfléchir sur l'Église en Afrique centrale, il voulait confirmer le choix de l'Église universelle de veiller à

donner un soin particulier à cette cellule de base qui façonne l'homme et l'oriente, en collaboration avec toutes les autres structures sociétales et ecclésiales, dans la vie de tous les jours.

Mgr Louis Portella Mbuyu a reconnu tout de même que la question de la famille ne se posait pas de la même manière ici en Afrique centrale qu'en Europe. « Il est, certes, vrai que tout le monde, ou presque, s'accorde à reconnaître que le monde est devenu un grand village, avec ce fameux phénomène ou cette problématique de la globalisation. Les vertus ou vices constatés ici et là, loin du Congo par exemple, sont facilement repérables à travers ces puissants moyens de communication sociale que nous avons aujourd'hui. Il est donc important que l'Église, sans prétention aucune, joue son rôle de veilleur, de guetteur pour replacer toujours l'homme au centre de tout et l'orienter sur des voies ou des chemins de salut. »

Enfin, il a regretté que l'inauguration du siège de l'Acérac, qui devait avoir lieu à Brazzaville en marge de l'assemblée plénière, n'aura plus lieu, les aléas de la construction, les contraintes de la technique et d'autres difficultés de transport

et d'acheminement des matériaux ayant retardé cette échéance. Par ailleurs, il a profité de l'occasion pour exprimer sa profonde reconnaissance à l'endroit du président de la République du Congo, Denis Sassou-N'Guesso, qui a cru en l'importance et en la pertinence d'un tel projet. Car c'est grâce à l'État congolais que ce projet a vu le jour.

Comment a été créée l'Acérac?

Pour la petite histoire, c'est le 29 novembre 1963 que les évêques originaires de l'Afrique équatoriale de l'époque, à travers les six conférences épiscopales de la région Afrique centrale, en l'occurrence Congo, Cameroun, Centrafrique, Gabon, Guinée équatoriale et Tchad, s'étaient réunis à Rome, à l'hôtel Nova Domus, pendant la célébration du concile Vatican II, pour créer l'Association des conférences épiscopales Cameroun-Afrique équatoriale. C'est Mgr Jean Zoa, alors archevêque de Yaoundé, qui fut le premier président de cette association.

L'Acérac se réunit de façon triennale. Avant les assises de Brazzaville prévues en juillet, la dernière assemblée plénière s'est tenue à Libreville au Gabon.

Bruno Okokana

Weekend NON STOP !!!

Avec **Masolo Ya Bandeko**

Minutes incluses	Code d'activation	Coût
50 minutes	*170*6#OK	300 FCFA
100 minutes	*170*7#OK	500 FCFA

Parle plus longtemps avec Masolo Ya Bandeko.

www.waridtel.cg ☎ 04 400 01 23 ou 123

IN MEMORIAM

IN MEMORIAM

13 juin 2011- 13 juin 2014.

Il ya déjà trois ans que notre père David Dzo-Obala « Kanga-Mbongo », notable et chef coutumier du village Ntsou (Gamboma) a été rappelé à Dieu.

Fidèles à la mémoire de l'illustre disparu, baobab de la famille, les enfants : David Moumbouli, Elisabeth Ngampa, Michel Dzombala, Honorine Dzombala, Hortense Dzombala, Yves Dzombala ainsi que petit fils prient tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pieuse pour lui.

Que le seigneur dans sa miséricorde lui accorde le repos éternel.



12 juin 1998 - 12 juin 2014

Voici déjà 16 ans que Papa Bernard Obounga nous a quitté. En ce jour anniversaire de son rappel à Dieu, ses enfants et ses petits fils prient tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée positive pour lui.

Que Dieu Tout-Puissant lui accorde le repos éternel dans la paix.



12 juin 2008- 12 juin 2014

Voici six ans, qu'il a plu à l'Eternel notre Dieu de rappeler à lui notre bien aimée maman Martine Mankoulou. À cette occasion, Pascal Moundah-Bama, la veuve Mboumbou-Goma Pauline, les enfants Mbama Mbimi, les petits fils et filles prient tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pieuse pour elle.

Une messe d'action de grâce pour le repos de son âme sera dite le 15 juin à 10h30 en l'église Saint-Anne du Congo, à Brazzaville. Repos éternel.



RÉCONCILIATION NATIONALE

L'Action évangélique pour la paix organise une journée citoyenne

L'activité organisée le 10 juin, à la paroisse Temple du centenaire du Plateau, en présence du ministre de la Jeunesse et de l'Éducation civique, Anatole Collinet Makosso, s'inscrit dans le cadre de la contribution de l'Église évangélique du Congo (EEC) à la sauvegarde de l'environnement et à la consolidation de la paix au Congo.

En rapport avec la journée du 10 juin, commémorant la fin de la Conférence nationale souveraine ponctuée par le lavement de main en 1991, l'Action évangélique pour la paix (AEP) a organisé une série d'activités à Brazzaville et à Ouessou, dans le département de la Sangha. Parmi celles de la capitale, on peut citer une tribune sur les thèmes : « Bilan et perspective sur la réconciliation de 1991 à 2014 ; Sauvegarde de la création : apport de l'EEC dans le processus de la consolidation de la paix ». À travers ces actions, l'AEP vise, entre autres, à encourager le vivre-ensemble malgré les différences ; le déploiement d'efforts significatifs pour le changement réel des mentalités à l'apprentissage des techniques de médiation et de résolution des conflits. Exposant sur le premier thème, Bilan et perspective sur la réconciliation de 1991 à



Les participants à la journée citoyenne

2014, le ministre Anatole Collinet Makosso a rappelé que le peuple congolais n'a jamais été divisé même si l'on parle de réconciliation. Il a regretté le fait que la Conférence nationale ait été accusatoire et un pari raté de la réconciliation. Parlant des acquis, le ministre a souligné que le premier était la réconciliation entre l'église et l'État parce qu'avant le 10 juin 1991, le mouvement religieux n'était pas aussi répandu. La religion était appelée, a-t-il rappelé, l'opium du

peuple et les dirigeants ne pouvaient pas s'y retrouver. Le deuxième acquis est, selon lui, la réconciliation entre les églises elles-mêmes puisque jusqu'en 1998, il était difficile de mettre ensemble, les églises dites « traditionnelles » et celles dites de « réveil ».

Les hommes politiques, responsables des conflits au Congo

D'après le ministre de la Jeunesse, le grand

problème au Congo reste la réconciliation des hommes politiques. Car tous les conflits enregistrés dans le pays depuis l'indépendance sont liés à des questions politiques. « Quand ils ne sont pas aux affaires, ils sont opposés. Et pour arriver à résoudre les problèmes, il faut qu'on trouve des mécanismes pour que tous se mettent ensemble », a-t-il souhaité, citant en exemple les conflits de 1992, 1993, 1994.

Quelques pistes pour éviter les crises

Pour éviter les conflits, Anatole Collinet Makosso a proposé trois chantiers pour gagner le combat de la réconciliation effective au Congo : la gestion et le partage du pouvoir pour les politiques ; la participation des jeunes au processus de prise de décisions ; la réduction des écarts sociaux entre les dirigeants et le peuple, à travers notamment l'émergence d'une classe moyenne.

La jeunesse évangélique s'invite dans le débat sur la Constitution

La communication du ministre a provoqué une vingtaine de questions de jeunes, dont quelques-unes relatives au débat sur le changement ou non de la Constitution du 20 janvier 2002, et les agitations des uns et des autres à travers le pays. En réponse,

Anatole Collinet Makosso a indiqué que la meilleure façon d'éviter les violences était d'interroger le peuple par un référendum constitutionnel. Le second thème, « Sauvegarde de la création : apport de l'EEC dans le processus de la consolidation de la paix », a été développé par le révérend Serge Loko. Selon lui, la paix passe par la sauvegarde de la création.

Au terme de cette rencontre, le ministre Anatole Collinet Makosso a, au nom du gouvernement de la République, encouragé l'EEC pour avoir rappelé cet événement historique qu'est la Journée de la réconciliation nationale. « Vous avez le mérite de rappeler cela aux souvenirs du peuple congolais, pour que l'ensemble du peuple comprenne que l'acte que nous avons posé ce 10 juin 1991 n'était pas un acte anodin et que les Congolais devraient le vivre pour que la réconciliation soit effective dans notre pays. Réconciliation entre les gouvernants et les gouvernés, réconciliation entre les parents et leurs enfants afin que nous puissions poursuivre l'œuvre de réconciliation », a-t-il conclu.

Parfait Wilfried Douniama



Annonce Total E&P Congo

Dans le cadre de sa politique de Développement Durable, Total E&P Congo, en relation avec le Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire chargé de l'Alphabétisation, soutient un projet qui vise à mettre en place des classes renforcées, à partir de la seconde, au Lycée Victor Augagneur.

Sixante (60) élèves de nationalité congolaise seront sélectionnés par concours (niveau troisième), pour constituer deux classes. Le concours sera organisé à Pointe-Noire en Aout 2014 à partir d'une présélection sur dossier.

Les élèves de 3ème intéressés doivent constituer un dossier de candidature contenant :

- Note du BEPC blanc organisé par la Direction Départementale ;
- Moyenne générale de l'année ;
- Bulletins scolaires des classes de 3ème et de 4ème ;
- Copie de l'acte de naissance ;
- Photos d'identité (2) ;
- Certificat de nationalité.

Les élèves doivent avoir entre 13 et 16 ans au moment de la remise des dossiers.

Le projet s'engage à prendre en charge certains frais : livres scolaires (au programme français), calculatrices scientifiques, frais d'inscriptions aux examens. Le reste des frais occasionnés par la scolarité des élèves sera à la charge des parents d'élèves.

Les dossiers de candidature doivent être déposés à Direction Départementale de l'Enseignement Primaire et Secondaire du département concerné ou au secrétariat du Lycée Victor Augagneur de Pointe Noire.

Le dépôt des dossiers se fera du 12 mai au 13 juin, dernier délai.



AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT (SERVICES DE CONSULTANTS)

PROJET D'AMENAGEMENT DE LA ROUTE NDEDE-DOUSSALA-DOLISIE ET DE FACILITATION DU TRANSPORT SUR LE CORRIDOR LIBREVILLE-BRAZZAVILLE-POINTE NOIRE

Secteur : Transport

Référence de l'accord de financement : Prêt n°2100150030694

N° d'Identification du Projet : P-Z1-BD0-088

Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un financement du Fonds Africain de Développement « FAD » afin de couvrir le coût du projet d'aménagement de la route Ndendé – Doussala – Dolisie et de la facilitation du corridor Libreville – Brazzaville – Pointe Noire : Phase I, et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce prêt pour financer le contrat d'étude détaillée en vue de la construction et équipement du port sec de Dolisie, en République du Congo.

Les services prévus au titre de ce contrat comprennent : (1) la réalisation d'une étude de faisabilité technico-économique (volets technique, socioéconomique, et environnemental) ; (2) la réalisation d'étude d'avant-projet détaillé (APD) comprenant aussi l'élaboration d'un dossier d'appel d'offres pour la réalisation des travaux y compris la fourniture et installation d'équipements y afférents. Le consultant devra procéder également à la préparation des TDR et du Dossier de Demande de Proposition relatifs au recrutement de l'Ingénieur Conseil chargé du contrôle des travaux.

La Délégation Générale des Grands Travaux (DGGT) invite les Consultants à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, disponibilité de personnel qualifié, etc.). Les consultants peuvent se mettre en association pour augmenter leurs chances de qualification.

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux « Règles et Procédures pour l'utilisation des Consultants » de la Banque Africaine de Développement, Edition de mai 2008, révisée en juillet 2012, qui sont disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>.

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : du lundi au vendredi, de 8h00' à 15h00' (heure locale).

Les expressions d'intérêt doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le 15 juillet 2014 à 12h00' (heure locale) et porter expressément la mention « Etude détaillée en vue de la construction et équipement du port sec de Dolisie, en République du Congo »

Délégation Générales des Grands Travaux « DGGT »

Cellule d'Exécution des projets routiers BAD

À l'attention : Mr Oscar OTOKA, Coordonnateur Technique

BP 1127 Brazzaville – République du Congo

Tél : 00 242 81 35 78 ; 06 871 60 20/050180809

Fax : 00 242 222 83 54 60

Email : dggg_congo@yahoo.fr



LE TELEPHONE DE BUREAU NOUVELLE GENERATION

EN LIGNE AVEC LE SUCCES : Poste OMNITOUCH 8082 My IC PHONE



NE PERDEZ AUCUN APPEL DE VOS CLIENTS.

AUGMENTEZ LA CROISSANCE DE VOTRE ACTIVITE.

CONTACTEZ NOUS DES AUJOURD'HUI

info@ofis-ort.com

www.ofis-reseaux-telecoms.com

- Ecran tactile de 7 pouces rétroéclairé
- Intelligence du Smartphone sur votre téléphone de bureau
- Personnalisation de la page d'accueil
- Carnet d'adresse, conférence, messagerie
- OMNITOUCH 8082, équipement SIP
- Combiné Bluetooth



Tél : 01 600 0000

Tél : 06 600 0000

Agence de Pointe-Noire
319, Avenue Charles De Gaulle
Face à l'Hôtel Migitel

Agence de Brazzaville
Boulevard Sassou Nguesso Centre-Ville
Face au Ministère des Postes & Télécommunications

ENVOYEZ DE L'ARGENT

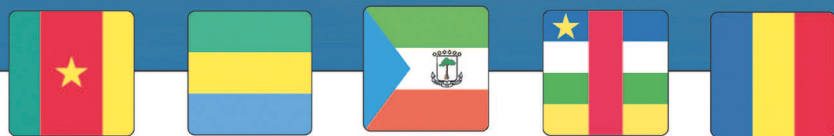
VERS LES PAYS DE LA

CEMAC

À PARTIR DE...

3000 F cfa HT*

BAISSE
DES TARIFS



Envoyez de l'argent à partir de 3 000 F cfa vers les pays de la zone CEMAC :

Le Cameroun, le Gabon, la Guinée-Equatoriale,
la République Centrafricaine et le Tchad.

**WESTERN
UNION** **WU** SM

moving money for better

• Transfert d'Argent •

L'argent en mouvement pour le meilleur

*Tarifs hors taxes en vigueur depuis le 15 mai 2014 et sujets à changement sans préavis. Voir les détails en agence.

© 2014 Western Union Holdings, Inc. All Rights Reserved

SÉCURITÉ MARITIME SUR LE CONTINENT AFRICAÏN

Le Forum de l'Institut des hautes études de défense nationale s'ouvre à Paris

Le quinzième Forum de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) sur le continent africain se tient à Paris du 12 au 19 juin. Il porte cette année sur la sécurité maritime, un thème central du Sommet de l'Élysée pour la paix et la sécurité en Afrique de décembre 2013.

Durant les sept jours du forum, des auditeurs de haut niveau de 37 pays africains, de l'Union africaine et de cinq organisations régionales débattront des enjeux essentiels de la sécurité maritime pour la stabilité et le développement de l'Afrique.

Selon l'analyse du Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), l'insécurité maritime en Afrique est en partie la traduction d'un « vide sécuritaire », liée à la faiblesse des institutions étatiques et des dispositifs de surveillance des espaces territoriaux, notamment marins. Elle est également l'expression de la fracture sociale et de l'accès inégal aux ressources en Afrique, qui engendre, pour un grand nombre d'exclus, des pratiques de survie par des moyens illicites. À ce titre, elle ne peut être réductible au seul domaine sécuritaire, et relève donc du champ de la gouvernance, politique, économique et sociétale.

90% des échanges marchands se font par voie maritime

Ce phénomène témoigne aussi d'une mutation systémique globale : la maritimisation croissante des sociétés. Le centre de gravité des sociétés humaines se déplace vers le littoral, 90% des échanges marchands se font par voie maritime, tandis que la prospective annonce un monde urbain et côtier. En partie liée au développement rapide des exploitations pétrolières offshore en Afrique, l'insécurité maritime — sous la forme de la nouvelle piraterie maritime — est aussi le sous-produit de la mondialisation des flux économiques, dont la sécurisation semble uniquement pensée en termes de militarisation des sociétés. Par ailleurs, la compétition entre les États africains et les puis-

sances extérieures pour le contrôle des ressources marines alimente un retour à la notion de circularité de la mondialisation — dont tirent aussi parti les réseaux de criminalité transnationale — et le besoin des États de délimiter leurs zones économiques exclusives pourrait constituer un obstacle majeur à la dynamique de mutualisation des moyens et de coopération contre toutes les formes d'insécurité. La survalorisation des réponses répressives et militaires a ses limites.

Les causes citées : la corruption, la circulation non contrôlée d'armes illicites et le chômage des jeunes

Au-delà de la mutualisation des moyens et de la coopération entre les trois organisations régionales — la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et la Commission du golfe de Guinée —, une stratégie régionale de lutte contre l'insécurité maritime, devrait, selon le GRIP, prendre en compte, pour être viable et durable, les causes profondes à l'origine du phénomène. Celui-ci, en effet, s'enracine dans les disparités de revenu dans les sociétés sous-régionales, et leur corollaire, que sont la corruption, la circulation non contrôlée d'armes illicites, et le chômage des jeunes. Ce forum, conçu et financé par le ministère des Affaires étrangères et du Développement international, en liaison avec l'IHEDN, sera l'occasion de confronter les idées sur la question de la sécurité maritime en Afrique, entre les représentants de l'Afrique, de la France et de l'Union européenne.

Noël Ndong

CONFLITS

L'Italie appelle les Mozambicains à renouer le dialogue

La reprise des affrontements entre les forces gouvernementales et la Renamo inquiète Rome, où fut signé l'accord de paix historique de 1992.

Entre l'armée gouvernementale et l'ancien mouvement de rébellion de la Renamo, c'est de nouveau la guerre. Les affrontements se concentrent sur le centre du Mozambique, fief d'une Renamo (Résistance nationale du Mozambique) qui peine à convaincre qu'elle s'est effectivement transformée en parti politique. Au centre des contestations, aujourd'hui sans doute plus qu'hier : le partage des ressources et l'équilibre des responsabilités politiques dans le nouveau Mozambique que dirige depuis 2005 le président Armando Guebuza du Front de libération du Mozambique (Frelimo), qui a conduit le pays à l'indépendance en 1976.

Les motifs de la conflagration actuelle se sont renforcés aujourd'hui des très alléchantes perspectives d'un Mozambique qu'un homme d'affaires italien qualifiait cette semaine de « future première économie du continent ». Fabuleuses réserves de gaz, énormes gisements miniers — notamment de charbon — et extraction pétrolière en hausse conduisent paradoxalement à un raidissement de la vie politique intérieure. La Renamo, considérée peu ou prou comme ayant été du mauvais côté de la lutte pour l'indépendance du colon portugais, continue de se déclarer insatisfaite de son sort.

Son leader charismatique, Afonso

Dhlakama, n'hésite plus à faire le coup de feu, à multiplier les attaques contre les convois civils, quitte à mettre sur le compte d'hommes incontrôlés cette permanente remise en cause des accords de Rome. C'est grâce à une active médiation de la Communauté catholique de Sant'Egidio que l'on était parvenu à ces accords qui posèrent les bases de la fin de la guerre civile et d'une coopération entre les camps antagonistes. En réalité et bien qu'il s'en défende, Afonso Dhlakama a toujours considéré ses échecs successifs aux élections comme étant dus à une volonté de le tenir loin des allées du

anciennes en Afrique pour l'Italie.

C'est pourquoi le vice-ministre des Affaires étrangères italien, Lapo Pistelli, estime que Rome ne peut pas regarder sans réagir la remontée des tensions entre protagonistes mozambicains. Dans un communiqué, la Farnesina, le ministère italien des Affaires étrangères, a fait savoir mercredi que « l'Italie confirme son engagement à contribuer au développement d'un dialogue constructif, qui ramène la paix et la confiance entre tous les acteurs en cause. »

Lapo Pistelli, qui rentre d'une visite à Maputo, estime qu'il est du devoir de

« L'Italie confirme son engagement à contribuer au développement d'un dialogue constructif, qui ramène la paix et la confiance entre tous les acteurs en cause. »

pouvoir.

Les combats actuels et la paralysie des négociations directes entre majorité et opposition armée résultent de cette situation, qui inquiète l'Italie au plus haut point. Le pays se reconnaît le devoir moral de parrain de la paix au Mozambique, un pays qui est au centre de sa politique de coopération avec l'Afrique. Il est, après l'Afghanistan et la Tunisie, le troisième pays qui reçoit ses plus importants volumes d'aide au développement : plus de 15 millions d'euros l'an dernier. Un montant qui le situe peu avant l'Éthiopie, pourtant pays de relations historiques plus

son pays d'aider les parties à retrouver le chemin de la coopération pacifique. « Le gouvernement italien, en exprimant la plus ferme condamnation de tout recours à la violence politique, appelle instamment le président Guebuza et le leader de la Renamo Dhlakama à poursuivre le dialogue engagé dans un esprit constructif, afin de parvenir à l'accord qui permettra de maintenir et consolider la paix et la stabilité politique, surtout dans la perspective des importantes échéances électorales du mois d'octobre ».

Lucien Mpama

OFIS
TRAINING
Center

OFIS

IT. Services. People. You trust.

Ensemble, améliorons votre performance !

Formation	Durée	Date	Ville
Avril 2014			
Windows 7 : Prise en main de votre poste de travail	1 jour	14	Pointe-Noire
Windows 8 : Prise en main de votre poste de travail	1 jour	15	Pointe-Noire
Word 2010/2013 : Fonctions de base	3 jours	16-18	Pointe-Noire
Excel 2010/2013 : Fonctions de base	3 jours	22-24	Pointe-Noire
Excel 2010/2013 Tableaux et Graphiques Croisés Dynamiques	1 jour	29	Pointe-Noire
Piloter un projet avec Ms Project 2010	3 jours	28-30	Pointe-Noire
Troubleshooting Windows 7 in Enterprise + Certification	3 jours	28-30	Brazzaville
Mai 2014			
CCNA + Certification 200-120	10 jours	5-17	Pointe-Noire
Windows Server 2008 + Certification	5 jours	19-23	Brazzaville
Créer les sites webs avec les CMS Joomla 2.5 et Drupal 7	5 jours	19-23	Brazzaville
ITIL V3 Foundation + Certification	3 jours	26-28	Pointe-Noire
Créer les sites webs avec les CMS Joomla 2.5 et Drupal 7	5 jours	26-30	Pointe-Noire



Microsoft Partner
Silver Formations



PROMETRIC

Tél.: 06 600 0000

info@ofis-otc.com
www.ofis-otc.com

Tél.: 01 600 0000

Agence de Pointe-Noire
319, Avenue Charles De Gaulle
Face à l'Hôtel Migitel

Agence de Brazzaville
Boulevard Sassou Nguesso Centre-Ville
Face au Ministère des Postes & Télécommunications

MUSIQUE

Le groupe Kingoli Authentique V a donné un superbe concert à Kombo

Ce magnifique concert livré par le groupe de Gianni Olando Mwan'Ebora, le dimanche dernier, marque la reprise de ses activités et coïncide avec le lancement officiel du siège du groupe, situé dans la rue Mayombi, à Kombo, à côté de la Maison de la radio et de la télévision



Gianni Olando sur scène à Kombo

C'est en présence des amoureux de la bonne musique tradi-moderne et d'autres invités de marque que le tonitruant Gianni Olando, toujours égal à lui-même, et son Kingoli Authentique V ont enflammé le public par une imposante prestation scénique.

Au cours de ce concert, qui a servi également de cérémonie d'inauguration de son nouveau siège, le groupe a interprété pour les mélomanes de Kombo et d'ailleurs le riche répertoire qui a fait ses beaux jours : MA (Mesmin Aboni) ; Ekoro Akouba ; Un de plus ; Mabélé Mokonzi ; RV ; Bakendé ; Obobobo ; Ça va se savoir ; Qui es-tu ?... Toutes ces chansons font partie de différents albums tels que Apparraguachaa, Epakolami-Ikabo ; Iko Porô Tchengué Porô. Quelques titres figurent sur l'album Les douze Apôtres, bientôt disponible. Par la même occasion, le groupe

de Gianni Olando Mwan'Ebora a présenté le trophée qu'il a décroché à la onzième édition des Sanzas de Mfoa 2014, couronnant son activité durant 2013 et 2014.

Gianni Olando a profité de l'occasion pour annoncer la sortie prochaine de l'album Les douze Apôtres, qui sera mis sur le marché le 28 août 2014. Cet opus de neuf titres, auquel ont participé Gauthier Opoumba et Mombenga Mwana Mama, est une production de la maison Crea & Djendo Sound. Ensuite, le groupe Kingoli Authentique V repartira en studio pour l'enregistrement de l'album Les Actes des Apôtres. Parmi les invités, on a noté la présence de la Compagnie Musée, du comédien Riri Clos, du groupe Kingoli Akouba de Zérino Kassa, lui-même y compris, de Gauthier Opoumba et d'autres.

Bruno Okokana

MARCHÉ DE LA POÉSIE 2014

Ouverture officielle des festivités à Paris

Mercredi 11 juin, le 32^e Marché de la Poésie mettant les pays du Bassin du Congo à l'honneur, a officiellement ouvert ses portes place Saint-Sulpice, à Paris.

La cérémonie d'ouverture a eu lieu en présence d'Olivier Passeleg, conseiller à la culture de la Mairie du 6^e arrondissement, de Jacques Darras et Henri Lopes, respectivement président et président d'honneur du Marché de la Poésie, ainsi que de Jean-Paul Pigasse, directeur général de Livres et auteurs du Bassin du Congo.

Jacques Darras et Henri Lopes ont fait découvrir aux Parisiens venus pour l'ouverture du 32^e Marché de la Poésie, cette région du Bassin du Congo, méconnue pour bon nombre d'entre eux. Dans une discussion à bâtons rompus, les deux anciens condisciples ont évoqué la géographie, la culture, l'histoire et la littérature de cette région du monde à l'honneur cette année. Gabriel Okoundji, visiblement ému, a reçu le trophée symbolisant le Prix Mokanda et sa dotation des mains de Henri Lopes, président du Jury, devant un parterre d'amoureux des belles lettres mais aussi de poètes



Jacques Darras et Henri Lopes présentent la région du Bassin du Congo au public du Marché de la Poésie. (crédits Adiac)

venus de la sous-région pour le Marché de la Poésie, avec le soutien financier de Livres et auteurs du Bassin du Congo.

Ceux-ci seront reçus par les représentations diplomatiques de leurs pays respectifs en marge du Marché de la Poésie. Ainsi les ambassades de la République démocratique du Congo, de la Centrafrique, de l'Angola, du Rwanda et du Burundi rencontreront leurs auteurs. En clôture de cette belle cérémonie d'ouverture, le musicien Niwel Tsumbu, avec ses ballades épurées mêlant guitare acoustique et voix, a emporté le

public dans un voyage aux confins de l'Irlande et du Congo.

Le Marché de la Poésie, organisé en partenariat avec Livres et auteurs du Bassin du Congo, met à l'honneur cette année et pour la première fois de sa longue existence, une région d'Afrique. Le programme des rencontres avec les poètes, des séances de dédicaces, des tables rondes mais aussi des concerts gratuits, se poursuivra place Saint-Sulpice jusqu'à dimanche.

Rose-Marie Bouboutou

La culture congolaise s'invite dans le département des Yvelines

Invité d'honneur aux assises marquant la célébration de la coopération décentralisée, le 11 octobre prochain, dans le département des Yvelines, en France, le Congo présentera son patrimoine culturel à cette occasion.

En vue de mieux préparer ces assises, le président du conseil général des Yvelines, Pierre Bédier, s'est entretenu avec les conseillers du chef de l'État en charge de la culture et de la diaspora, respectivement, Lydie Pongault

et Édith Itoua, le 9 juin à Brazzaville.

Au cours de ces assises, il est prévu des journées de la diaspora et de la culture congolaise à Houdan, les 13 et 27 septembre. Ces journées seront consacrées à des expositions, à des lectures et à la présentation d'ouvrages d'auteurs congolais.

Rappelons que la convention entre le Congo et les Yvelines a permis de doter, en 2009, le département de la Cuvette en infrastructures routières et sanitaires. Le département français compte mener ces activités grâce au

renouvellement de la convention dans le domaine de la culture. Ainsi, dans le cadre de ce partenariat, sera construite une maison de la culture et de la jeunesse à Owando. Pour renforcer ce partenariat, Pierre Bédier a annoncé la création d'un club des entreprises yvelinoises afin de mettre en application cette nouvelle convention et de développer les relations économiques entre le Congo et le département des Yvelines. La durée d'une convention est de quatre ans renouvelable.

Josiane Mambou Loukoula



Onduleur APC 650 VA



Prix : 55.000 TTC

Revendeur agréé acer

Promotion Spéciale



Cartouche HP 21 N/C
Prix : **13.500 TTC**



Cartouche HP 122 N/C
Prix : **8.500 TTC**

Imprimante tout-en-un HP Deskjet 1050

A 49.000 TTC



Spécificités

- * Impression, Numérisation, Copie
- * A4; A5; A6; B5; C5; C6; DL; Enveloppes; Cartes
- * 1 port USB 2.0 haut débit
- * Jusqu'à 16 ppm en noir, 10 ppm en couleur
- * Garantie 1 an

Av. Alphonse Fondere, Immeuble CNSS, Centre-ville, Brazzaville, République du CONGO
00242 05 381 34 34 / 06 881 34 34 - info@terratech-cg.com - www.terratech-cg.com





Assurances et Réassurances du Congo

Nous vous accompagnons pour tous vos besoins en assurances.

ASSURANCE AUTOMOBILE
ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE
ASSURANCE MALADIE
ASSURANCE VOYAGE
ASSURANCE TRANSPORT
ASSURANCE GLOBALE BANQUE

ASSURANCE INDIVIDUELLE ACCIDENT
ASSURANCE TOUS RISQUES (Chantiers, Montages et Essais)
ASSURANCE INCENDIE
ASSURANCE MULTI-RISQUES HABITATION
ASSURANCE SCOLAIRE

ASSURANCE MULTI-RISQUES BUREAU
Protégez votre entreprise dès maintenant!

MODIFICATION DE LA CONSTITUTION

L'Asadho responsabilise le gouvernement congolais

L'ONG fait constater que c'est pour la deuxième fois que la loi fondamentale est retouchée par la majorité au pouvoir à la veille des élections pour s'assurer de les contrôler et de les gagner.

L'Association africaine de défense des droits de l'Homme (Asadho) pense que les raisons financières avancées pour justifier les modifications de la Constitution ne sont que la manifestation du manque de programmation dans le chef du gouvernement, et non de l'insuffisance des moyens financiers.

« Ce fait, l'ONG attire l'attention de la majorité au pouvoir sur le fait que toutes les dispositions de la Constitution qui sont verrouillées ne peuvent jamais faire l'objet de modification. « Le gouvernement et le Parlement devront s'abstenir de les toucher », a-t-elle noté. L'Asadho a, par ailleurs, rappelé que pour les autres dispositions de la Constitution relatives à l'organisation des élections, même si leur modification doit se conformer aux prescrits de la Constitution, cela devra faire l'objet



Promulgation, le 18 février 2006, de la Constitution de la 3e République

d'une large consultation entre la majorité et les autres forces politiques et sociales.

« Faire autrement, quelles que soient les raisons avancées par la majorité au pouvoir, serait mettre la démocratie en danger et ramener le pays aux

pratiques de révision constitutionnelle faite sur mesure qui ont caractérisé la deuxième République », prévient cette association.

Cette ONG s'est, par conséquent, dite opposée au mode de vote indirect proposé pour l'élection de certains respon-

sables politiques. Pour l'Asadho, en effet, ledit mode est capable d'amplifier le clientélisme, l'achat de conscience et la corruption comme cela a été constaté lors des élections des gouverneurs de province et des sénateurs sous la législature de 2006 à 2011. « Ces pratiques ne peuvent que fausser le jeu démocratique en amenant au pouvoir des hommes et des femmes affairistes, sans scrupule et incapables d'impulser la démocratie dans l'intérêt de tous », a appuyé cette association.

Dans les recommandations, l'Asadho a sollicité du gouvernement, de s'abstenir de faire modifier les dispositions de l'article 220 de la Constitution, et d'engager des consultations avec toutes les forces politiques et sociales pour la modification des autres dispositions non verrouillées de la Constitution et qui touchent à l'organisation des élections. L'ONG l'exhorte également à s'abstenir de toute manipulation de la Constitution en faveur de la majorité au pouvoir.

Le Parlement est appelé à rejeter tout projet de loi qui porterait sur la modifi-

cation des dispositions de l'article 220 de la Constitution et à pousser le gouvernement à faire des larges consultations avec les autres forces politiques et sociales pour la modification de toute autre disposition non verrouillée touchant l'organisation des élections. Alors qu'aux organisations de la société civile et aux populations congolaises, l'Asadho recommande d'organiser des actions conjointes visant à empêcher toute modification de la Constitution pendant cette période pré-électorale, et de s'opposer par toute voie de droit à toute modification de la loi fondamentale qui toucherait aux dispositions verrouillées ou qui ne serait pas le fruit d'une large consultation.

Les inquiétudes de l'Asadho sont motivées par l'annonce faite le 9 juin par le porte-parole du gouvernement, le ministre Lambert Mende, de l'adoption par l'exécutif national, du projet de loi portant modification de la Constitution, « sans dire quelles sont les dispositions visées ». Ce, en prévision des prochaines élections.

Lucien Dianzenza

PARLEMENT

Vers la convocation d'une session extraordinaire

Les vacances parlementaires pourraient n'être que de courte durée au regard des quatre projets de loi en rapport avec les élections adoptés lundi dernier en conseil des ministres lesquels projets de loi seront incessamment soumis aux deux chambres législatives pour examen.

Dans quelques heures, soit le 15 juin, la session ordinaire de mars prendra fin à l'hémicycle du Palais du peuple. Annoncé pour le courant de cette session ordinaire censée l'investir, le gouvernement de cohésion nationale n'aura pas été au rendez-vous au grand dam de la population. À moins d'un sursaut d'orgueil de dernière minute de la part du chef de l'État qui en détient seul le secret, ce gouvernement est en passe d'être renvoyé aux calendes grecques, ou mieux à la prochaine session extraordinaire

qui s'annonce. Lorsqu'on s'en tient à la dernière entrevue entre Joseph Kabila et le corps diplomatique accrédité à Kinshasa au cours de laquelle l'option de mettre en place ce gouvernement a été réitérée, c'est dire que l'idée court et reste toujours d'actualité.

Certains observateurs parient fort que Joseph Kabila pourrait surprendre en publiant ce week-end le fameux gouvernement en vue de son investiture à la plénière de clôture de ladite session. Plus de sept mois après, ce gouvernement de cohésion nationale ne dégage plus le magnétisme qui était le sien au début et, à la lumière de la clôture imminente de la session de mars, il n'accapare plus les esprits comme autrefois. C'est avec un arrière-goût d'inachevé que le commun des Congolais va assister à la fin de la session parlementaire qui n'a, hélas, pu investir le gouvernement de cohésion nationale. En plus, le

gouvernement Matata Ponyo n'a pas présenté devant la représentation nationale la reddition des comptes de l'exercice budgétaire 2013 conformément aux textes régissant le fonctionnement de l'institution parlementaire. Des indiscretions allèguent toutefois qu'une session extraordinaire devrait inévitablement être convoquée dans les jours qui viennent pour non seulement régler la question du gouvernement, mais aussi pour traiter les quatre projets de loi adoptés sous peu en conseil des ministres. Au nombre de ces projets de loi en attente d'être envoyés au Parlement pour examen figure celui portant révision de certains articles de la Constitution.

Ce qui augure de chaudes empoignades entre les tenants de la majorité et de l'opposition en raison de leur approche divergente sur la question.

Alain Diasso

RWANDA-RDC

Crise à la frontière commune

Les deux pays se renvoient la balle quant à la responsabilité de la reprise des combats.

Que se passe-t-il exactement au niveau village frontalier de Kanyesheza situé à une vingtaine de kilomètres au nord-est de Goma et ses environs où sont signalés d'échanges nourris des tirs entre les armées régulières du Rwanda et de la RDC ? À en croire des sources locales, les timides escarmouches observées au début de cette « brouille » ont finalement viré, ces dernières heures, à un affrontement direct entre les deux armées. Des tirs à l'arme lourde ont été entendus de part et d'autre de la frontière jusqu'au milieu de la journée du 12 juin témoignant de l'intensité des combats. Il s'agit là des premiers incidents de cette ampleur à la frontière depuis la fin octobre 2013. Plusieurs centaines des personnes ont dû abandonner leurs habitations pour gagner des localités environnantes afin de se mettre à l'abri du danger. La situation est loin de se calmer. Le renforcement par les Fardc de leurs positions dans la zone des combats est un signe qui ne trompe pas. Chars et automitrailleuses seraient mis à contribution pendant que l'armée rwandaise, elle, est sur le pied de guerre. Ce qui présage sans doute d'autres accrochages. La mort d'un caporal des Fardc de l'autre côté de la frontière serait l'élément déclencheur de ces affrontements. Là-dessus, deux versions se contredisent. Côté congolais, il est fait état de l'enlèvement du militaire par les forces rwandaises à la suite d'une incursion sur le territoire congolais et de son exécution sommaire. Ce qui aurait conduit les Fardc, à la suite de cette mort, à traverser la frontière pour récupérer le corps du caporal. Côté rwandais, on explique que le soldat congolais en quête de nourriture au-delà de la frontière aurait ouvert le feu sur une position de l'armée rwandaise qui n'a fait que répliquer. En tout état de cause, ce fait a sérieusement dégradé la situation à la frontière entre les deux armées qui, depuis lors, s'observent en chiens de faïence. Kigali et Kinshasa se renvoient la balle quant à la responsabilité de cette reprise des hostilités. Pour les autorités congolaises, il s'agit là d'une énième provocation du Rwanda qui verrait d'un mauvais œil la reddition des

ex-FDLR (présomés acteurs du génocide tutsis de 1994) et le processus de leur rapatriement dans leur pays d'origine. Aussi le régime rwandais, qui redoute le retour au bercail de ces rebelles hutus, chercherait-il à entraver le processus en créant une situation trouble qui dissuaderait ces miliciens à regagner la brousse. Une approche que ne partage pas Kigali qui, pour sa part, accuse les soldats des Fardc d'avoir franchi la frontière commune et d'avoir tiré sur une patrouille rwandaise. Ce qui a donné lieu à une riposte énergique des militaires rwandais. « Nous exhortons les autorités congolaises à cesser toute attaque contre le territoire rwandais. Le Rwanda se tient prêt à agir pour protéger ses citoyens », a déclaré le ministre rwandais des Affaires étrangères, Louise Mushikiwabo, quelques heures après les faits. Par ailleurs, les sources officielles rwandaises font état de quatre morts parmi les soldats congolais en plus du caporal tué.

La France appelle à la cessation immédiate des hostilités

La situation qui prévaut actuellement à la frontière commune entre le Rwanda et la RDC sur fond de belligérance préoccupe la France et l'Organisation des Nations unies qui n'ont pas manqué de réagir pour exhorter les deux parties à retrouver la voie de la raison. La France qui a réagi par l'entremise du porte-parole du Quai d'Orsay, Romain Nadal, appelle à la « cessation immédiate des hostilités ». Tout en réaffirmant son attachement à la mise en œuvre « complète et de bonne foi » de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération dans la région des Grands lacs signé à Addis-Abeba le 24 février 2013, Paris se déclare très préoccupé par « la dégradation de la situation sécuritaire en République démocratique du Congo à la suite des combats en cours depuis le 11 juin dans le Nord-Kivu ».

Et Romain Nadal d'ajouter : « Il est essentiel que les parties mettent tout en œuvre afin de faire baisser la tension, en vue d'une sortie de crise durable ». De leur côté, les Nations unies ont appelé les deux pays à faire preuve de retenue et à ramener la sécurité à leur frontière commune.

A.D.

LUTTE CONTRE LE PALUDISME

Des moustiquaires distribuées aux refoulés de Brazzaville

Les Congolais refoulés de Brazzaville cantonnés pour le moment au site de Maluku, dans la périphérie de la ville de Kinshasa, vivent dans des conditions propices à l'émergence des maladies.

Pour aider ces compatriotes à se protéger contre le paludisme, cette maladie qui affecte plus les femmes enceintes et les enfants de moins de 5 ans, l'Association de santé familiale (ASF) vient de voler au secours des refoulés de Brazzaville. Cette association qui lutte contre le paludisme vient de distribuer à ces expulsés plus de deux mille moustiquaires imprégnées d'insecticide et des purifiants d'eau.

En posant ce geste humanitaire, l'administrateur d'ASF, Nestor Akibayar, laisse entendre que « cette action vise notamment à mettre ces expulsés à l'abri du paludisme

et des maladies d'origine hydrique pendant leur séjour sur ce site ».

Ce geste, poursuit-il, constitue une réponse au plan établi par le Programme nationale de lutte contre le paludisme (PNLP).

L'assistance de l'ASF aux refoulés de Brazzaville est au faite la réponse à la demande du ministre provincial de la Santé qui a demandé à cette organisation d'aider ces compatriotes qui vivent des moments difficiles. « Nous avons été sollicités par le ministre provincial de la Santé de Kinshasa, le PNLP, pour que nous puissions les accompagner dans l'effort qui consiste à soutenir tant soit peu nos compatriotes expulsés de Brazzaville. C'est pour cette raison que nous avons accompagné le ministre provincial de la Santé pour distribuer ces moustiquaires imprégnées d'insecticide et des purifi-

fians d'eau », déclare Nestor Akibayar. Le geste ne pouvait que réjouir ces refoulés qui ont presque tout perdu et qui cherchent à se réintégrer dans leur communauté. « Ce geste constitue un réel soutien pendant notre séjour sur ce site. Ces moustiquaires vont nous aider, aider nos parents et nos enfants à lutter contre les moustiques qui causent des diverses maladies dont la malaria », dit un refoulé. L'assistance de l'ASF tombe à point nommé car point n'est besoin de rappeler que ces compatriotes vivent dans des conditions qui les exposent aux maladies et autres intempéries. Les enfants sont les plus exposés parce qu'ils sont vulnérables. Il est donc temps que le gouvernement puisse prendre des mesures efficaces pour protéger ces refoulés.

Alin nzuzi

DEUXIÈME TOUR CYCLISTE DU CONGO

Le président Motayo de la Fécoy rassure sur les préparatifs

Le deuxième Tour du Congo de cyclisme prendra son départ le 16 juin dans la ville minière de Kolwezi dans la province du Katanga.

À moins d'une semaine du coup d'envoi de cet événement, le président de la Fédération congolaise de cyclisme (Fécoy), Sylvestre Motayo Mbela, a été rassuré dans une intervention sur la Radio Top Congo FM. «*Tout est fin prêt pour le démarrage de ce grand événement de cyclisme en République démocratique du Congo. Les sites d'hébergement sont prêts et ils ont déjà été payés dans toutes les provinces du pays, où la caravane passera. Le comité organisateur de ce tour est en train de mettre la dernière main sur le dossier relatif à l'accueil des délégations qui viendront des pays étrangers, notamment de France et de Belgique*», a-t-il déclaré.

Il a annoncé la participation des coureurs du Sénégal, du Sierra Leone, d'Afrique du Sud, du Mozambique, du Congo Brazzaville, du Rwanda, du Burundi et d'autres pays africains. L'on attend environ cent cinquante coureurs dont près d'une vingtaine de la RDC. Les dispositions sécuritaires ont été prises pour le bon déroulement de la course et la Fédération envisage de louer des drones pour le filmage aérien des coureurs tout au long du parcours. La course partira du pont Lualaba à Kolwezi (à 300 km de Lubumbashi). Les coureurs parcourront 420 km de Kolwezi à Kasumbalesa en passant par Likasi et Lubumbashi.



Des coureurs au premier Tour cycliste du Congo

Ensuite, les coureurs seront transbordés à Kinshasa pour le trajet Kinshasa-Kimpese (250 km) dans la province du Bas-Congo. Ils vont revenir à Kinshasa pour se mesurer sur une distance de 520 km allant de Kinshasa vers Kikwit en passant par Kwango et Masimanimba dans la province du Bandundu. Au total, le trajet de cette deuxième édition du Tour du Congo de cyclisme est de 1200 km. L'on doit signaler que la Fédération congolaise de cyclisme est assistée dans l'organisation de cette édition 2014 du Tour du Congo par l'expert français Francis Ducreux, promoteur et organisateur des Tours cyclistes en Afrique, et qui était déjà là à la première édition.

Pour rappel, le premier Tour du Congo de cyclisme avait été remporté en 2013 par le Français Clain Méderic, vainqueur des six de neuf étapes de la course. Il avait aussi été désigné meilleur grimpeur. Le Rwandais Émile Bintouninana avait pris la deuxième position suivi du Tanzanien Gerald Konda et du Rwandais Emmanuel Rudahunga. Dukua Bumba a été le premier Congolais, classé septième de ce premier Tour du Congo.

Martin Enyimo

INTERNET

L'Afrique subsaharienne progressera le plus dans cinq ans

Dans les cinq ans à venir, indique un récent rapport d'Ericsson, l'usage d'Internet évoluera deux fois plus en Afrique sub-saharienne que dans le reste du monde.

L'utilisation de l'Internet mobile doublant d'une année à l'autre, une croissance multipliée par vingt dans les cinq années à venir est prévue. D'ici 2017, explique un communiqué de presse, la technologie 3G se substituera à la 2G pour devenir le type de connexion mobile dominant. Ericsson prévoit 930 millions d'abonnements mobiles en Afrique sub-saharienne d'ici fin 2019, avec 557 millions de smartphones et 710 millions d'abonnements haut débit, poursuit le communiqué de presse.

Le rapport d'Ericsson sur la mobilité en Afrique sub-saharienne de juin 2014, indique la note, montre qu'en 2014, les utilisateurs de téléphonie mobile ont accès à 76 000 TB (terabytes) de données par mois, soit le double du chiffre de 2013 qui était de 37 500 TB par mois. En 2015, les chiffres devraient doubler encore avec des utilisateurs de téléphonie mobile accédant à 147 000 TB par mois. Cette croissance, indique la note, a été portée par le développement des médias sociaux, les contenus riches des applications et des vidéos accessibles grâce à une nouvelle gamme de smartphones moins chers. En outre, informe-t-on, les consommateurs au Kenya, en Afrique du Sud et au Nigeria utilisent également de plus en plus la TV, la vidéo et les services médias sur leurs smart-

phones. «*L'Afrique sub-saharienne connaît actuellement une révolution numérique mobile avec les consommateurs, les réseaux et même les entreprises de médias qui découvrent les possibilités des technologies 3G et 4G. Nous avons vu la tendance depuis quelques années, mais au cours des douze derniers mois, le trafic numérique a augmenté de plus de 100 %, nous obligeant à revoir nos prévisions*», a déclaré Fredrik Jejdling, le responsable régional d'Ericsson Afrique sub-saharienne. Explosion des données mobiles Les conclusions du rapport montrent qu'au cours des cinq prochaines années, le trafic d'appels vocaux en Afrique sub-saharienne va doubler et il y aura une explosion des données mobiles avec une utilisation multipliée par 20 entre 2013 et 2019, deux fois plus que la croissance mondiale prévue. D'ici 2019, le rapport prévoit que 75 % des abonnements mobile incluront l'accès à Internet (3G ou 4G). Cette croissance, poursuit le communiqué, a été prédite après le lancement, en 2014, d'un nombre de smartphones à moins de 50 \$ US par plusieurs grands fabricants, permettant l'expansion rapide des technologies 3G et 4G à travers la région. Le Rapport 2014 prévoit qu'en seulement trois ans la 3G deviendra la technologie dominante dans la région. «*Le développement des smartphones bon marché va permettre à une grande partie de la population – des classes moyennes dans les villes aux petites entreprises en zones rurales – d'accéder au haut débit mobile. Le*

M-commerce («*commerce mobile*») peut offrir des possibilités infinies pour les entrepreneurs et nous avons constaté que les agriculteurs sont fans de portemonnaies mobiles - ainsi que les adolescents qui veulent regarder des vidéos de musique sur leur smartphone », a renchéri Fredrik Jejdling, le responsable régional d'Ericsson Afrique sub-saharienne.

Des mesures de trafic dans plus de cent réseaux

Fondée en 1876, la société Ericsson a son siège social à Stockholm, en Suède. En 2013, l'entreprise a réalisé un chiffre d'affaires de 34,9 milliards de dollars US (227,4 milliards de couronnes suédoises). Ericsson effectue régulièrement des mesures de trafic dans plus de cent réseaux à travers le monde et ses prévisions ont été faites en collaboration avec l'Ericsson ConsumerLab (laboratoire des consommateurs), en utilisant des enquêtes auprès des populations, et les tendances macro-économiques combinées avec des données anonymes de l'entreprise. Ericsson est le plus grand fournisseur de services gérés, construisant et améliorant la portée et l'efficacité des réseaux mobiles en Afrique sub-saharienne et dans le monde. L'entreprise est un leader mondial des technologies et services de communication, avec plus de 110 000 professionnels et clients dans cent quatre-vingt pays. Elle soutient des réseaux qui relient plus de 2,5 milliards d'abonnés. Quarante pour cent du trafic mobile mondial passent par les réseaux d'Ericsson.

Patrick Kianimi

AVIS D'APPEL D'OFFRES N°AOI/F/004/GPK/MINPBTP/CGPMP/2014

POUR L'ACQUISITION DES VÉHICULES DES SERVICES DES ANIMATEURS DES INSTITUTIONS PROVINCIALES

- Le ministère provincial du Plan, Budget, Travaux publics & Infrastructures a obtenu dans le cadre de son budget du gouvernement provincial des fonds, afin de financer l'acquisition des véhicules des services urbains, et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du marché à commande n°AOI/F/004/GPK/MINPBTP/CGPMP/2014 relatif à l'acquisition des véhicules des services des animateurs des institutions provinciales.
- Le ministère provincial du Plan, Budget, Travaux publics & Infrastructures sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour fournir des jeeps aux animateurs des institutions provinciales en deux lots :
Lot 1 : 4 jeeps haut de gamme ;
Lot 2 : 16 jeeps standards.
Les variantes ne sont pas prises en considération
- La passation du marché sera conduite par appel d'offres ouvert, tel que défini dans la Loi relative aux marchés publics, à tous les candidats éligibles.
- Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès de M. Malulu Kititi Bruno, secrétaire permanent de la Cellule des projets et des marchés publics, e-mail : kititibruno@gmail.com et prendre connaissance des documents d'appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après : Cellule de gestion des projets et des marchés publics du ministère provincial du Plan, Budget, Travaux publics et Infrastructures, 1er étage, Bureau n°8, Hôtel du gouvernement provincial de Kinshasa, sise avenue Colonel Ebeya n°1575, Commune de la Gombe, de 8h30' à 15h30' (heure de Kinshasa).
- Les exigences en matière de qualification sont :

- Capacités techniques pour chaque Lot

- Être une entreprise légalement constituée et ayant une expérience générale d'au moins cinq ans dans le domaine des fournitures des véhicules.
- Avoir réalisé au cours de trois dernières années (2011, 2012 et 2013) au moins trois marchés de même nature ;
- Disposer d'un service après vente avec un garage de maintenance sécurisé, et un personnel hautement qualifié, notamment un ingénieur en mécanique auto avec au moins cinq ans d'expérience, un technicien supérieur en électricité automobile avec au moins cinq ans d'expérience (2009, 2010, 2011, 2012 et 2013).

- Capacités financières

Pour le Lot 1

- Produire une attestation de capacité financière d'un montant de 500.000.000 FC ;
- Avoir réalisé au cours de trois dernières années (2011, 2012, 2013) un chiffre d'affaires moyen annuel d'au moins sept cent millions de francs congolais (700.000.000 Fc) et présenter les états financiers certifiés de trois dernières années (2011, 2012, 2013)

Pour le Lot 2

- Produire une attestation de capacité financière d'un montant de 900.000.000 Fc ;
- Avoir réalisé au cours de trois dernières années (2011, 2012, 2013) un chiffre d'affaires moyen annuel d'au moins un milliard trois cent millions de francs congolais (1.300.000.000 FC) et présenter les états financiers certifiés de trois dernières années (2011, 2012, 2013)

6. Les candidats intéressés peuvent obtenir un dossier d'appel d'offres complet en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-après Au ministère provincial du Plan, Budget, Travaux publics et Infrastructures, 1er étage, Bureau n°8, Hôtel du Gouvernement Provincial de Kinshasa, sise avenue Colonel Ebeya n°1575, Commune de la Gombe contre un paiement non remboursable de francs congolais trois cents mille (300.000 FC). La méthode de paiement sera par dépôt ou virement au compte n° RNF BCDC 101-9161131-50 CDF ouvert à la Banque commerciale du Congo. Le document d'appel d'offres sera consulté ou retiré sur place.

7. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-après au secrétariat du ministère provincial du Plan, Budget, Travaux publics et Infrastructures, 1er étage, Hôtel du gouvernement provincial de Kinshasa, sise avenue Colonel Ebeya n°1575, commune de la Gombe au plus tard le mercredi 16 juillet 2014 à 15 heures locales. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des candidats présents à l'adresse ci-après Salle de réunions au rez-de-chaussée de l'Hôtel du gouvernement provincial, sise avenue Colonel Ebeya n°1575, commune de la Gombe, le mercredi 16 juillet 2014 à 15 heures 15'. Les offres doivent comprendre une garantie d'offre d'un montant de :

Lot 1 : 3.800.000 FC (francs congolais trois millions huit cent mille) ;

Lot 2 : 6.300.000 FC (francs congolais six millions trois cent mille) .

Les offres devront demeurer valides pendant une durée de 90 jours à compter de la date limite de soumission.

Fait à Kinshasa, le 07 juin 2014

Robert Luzolanu Mavema

Ministre provincial du Plan, Budget, Travaux publics et Infrastructures

TRANSPORT AÉRIEN PARIS-BRAZZAVILLE-POINTE-NOIRE

Le Congo dorénavant desservi 7 jours sur 7

La desserte quotidienne de la République du Congo est ouverte par Air France grâce au lancement de son 7^e vol sur cette ligne, qui sera opérationnel à partir du 21 juin.

Avec ce nouveau vol, le Congo totalise en tout 11 vols par semaine entre Paris-Roissy Charles de Gaulle et le Congo (un vol quotidien vers Pointe-Noire et 4 vols vers Brazzaville). Ce qui lui permet de se retrouver en 2^e position sur le schéma de desserte en Afrique, après le Nigéria qui totalise 14 vols par semaine. « À partir du 21 juin, le Congo sera réellement dans la cour des grands et sur le podium des dessertes africaines. Pointe-Noire sera desservie au même titre que Séoul, Tokyo, São-Paulo, une desserte quotidienne en long courrier. Brazzaville qui était à 3 vols par semaine, est passée à 4 vols et depuis cet été nous opérons en Airbus A 340 », a indiqué Louis Vergeon, délégué pays d'Air France, le 6 juin à Pointe-Noire, lors de la soirée de lancement officiel de leur 7^e vol et de présentation des vols quotidiens au départ

de Pointe-Noire. La cérémonie s'est déroulée en présence de Roland Bouiti Viaudo, maire de la ville, et de Patrice Servantie, consul général de France. Le lancement de ce 7^e vol intervient peu de temps après celui du 6^e vol qui eu lieu le 2 avril dernier. Il a été lancé pour répondre à la demande des clients et accompagner le développement économique du Congo. « Ce 7^e vol est un challenge que nous avons réussi et qu'il faut maintenant rendre pérenne. Air France s'inscrit dans le chemin de progression de ce qu'on peut voir à Pointe-Noire tant pour le pétrole que pour d'autres activités. C'est réellement un boom économique dont nous sommes un des acteurs », a expliqué Louis Vergeon. Ses propos ont été renchérés par Éric Chatard, directeur régional Afrique centrale d'Air France : « Cette desserte quotidienne va per-

mettre aux Congolais de se déplacer plus facilement vers l'ensemble du monde. Il permettra aussi un meilleur accès pour l'ensemble des investisseurs, en particulier les investisseurs pétroliers et miniers, à la ville de Pointe-Noire, au développement du pays et de la sous-région. »

Cette mobilité quotidienne va également faciliter les opérations et les approvisionnements et permettre à Pointe-Noire d'être connectée chaque jour aux réseaux mondiaux (près de 1.000 destinations). L'augmentation de vols au Congo, a souligné Jean Marc Lechopier, directeur général Air France Pointe-Noire, s'accompagne d'un meilleur accès au plus bas des tarifs de chaque classe de transport. Il a par ailleurs informé de la disponibilité des tarifs de lancement pour un voyage : « Après le 26 juin on pourra voyager à partir de 609 000 FCFA toutes taxes comprises. Pour ce qui concerne les autres tarifs il faut se rapprocher des agences de la place. »

Bon nombre de clients ont salué le lancement de ce 7^e vol. C'est le cas de Dieudonné Ngolo qui s'est dit satisfait d'avoir la possibilité de rejoindre le monde 7 jours sur 7 et d'Antoine Zengui qui déclare être soulagé de ne plus avoir de soucis de calendrier et pouvoir fixer facilement les dates de ses voyages.

Pour la petite histoire, signons qu'un film retraçant l'histoire d'Air France dans le pays a été projeté lors de la soirée de lancement du 7^e vol Paris/Congo.

Lucie Prisca Condhet



De gauche à droite : Jean-Marc Lechopier, Louis Vergeon et Éric Chatard.

FOIRE DU LIVRE

Plus de 7.000 livres seront présentés lors de la quatrième édition

Cet événement, qui se tiendra du 17 au 28 juin à l'Institut français du Congo (IFC) de la ville océane, est organisé par l'association française « Le français en partage » en partenariat avec l'IFC, afin de rendre le livre et la lecture accessibles à tout le monde.



La Foire du livre à Pointe-Noire

Cette manifestation est organisée au profit des jeunes, moins jeunes, étudiants, travailleurs et bibliothécaires, afin de leur permettre de se constituer une bibliothèque personnelle. Plus de 7.000 livres (romans, essais, manuels scolaires et universitaires, recueils de poésie, livres jeunesse, bandes dessinées) seront en vente à des prix bas à partir de 500 FCFA.

Le livre coûte cher actuellement et cela empêche bon nombre de personnes d'avoir accès à la lecture et à la culture. Or la sagesse des anciens a démontré que le livre procurait à son lecteur un savoir inouï. Louis Lavelle disait : « Il faut lire pour accroître, affiner et approfondir toujours davantage l'expérience que nous avons du monde et de nous-mêmes. » Et pour Jean Guitton, « le profit d'un beau livre est de vous faire entrer dans l'expérience d'un autre être ».

Cette exposition vente est l'occasion rêvée de se constituer une petite bibliothèque sans trop se ruiner. Dirigée par Fernando Dufort, « Le français en partage » (Paris) est une association caritative qui mène depuis des années de nombreuses actions en Afrique pour la promotion de la lecture et de la langue française. Après trois éditions qui ont été couronnées de succès, la Foire du livre revient à Pointe-Noire pour accomplir une mission qui lui est chère, celle de « rendre le livre et la culture accessibles à tous ».

Prosper Mabonzo

LYCEE FRANÇAIS SAINT EXUPÉRY

ÉTABLISSEMENT CONVENTIONNÉ

aeefe
agence pour
l'enseignement
français
à l'étranger

APPEL A LA CANDIDATURE

Le lycée Français Saint – Exupéry de Brazzaville recrute, pour le 1^{er} septembre 2014, un(e) documentaliste pour son centre de documentation et d'information.

Le poste est à temps complet.

Les candidats doivent posséder un diplôme de l'enseignement supérieur d'un niveau licence minimum ; un master II étant l'idéal et si possible, être en capacité de faire preuve d'expériences professionnelles dans le domaine. Priorité sera donnée aux candidats titulaires d'un diplôme universitaire en " Sciences et technologies de l'information et de la communication " ou en " techniques de documentation ".

Les candidatures, avec CV, lettre de motivation, extrait de casier judiciaire, attestations des employeurs précédents sont à déposer à l'attention du proviseur lycée Saint – Exupéry avenue de l'OUA Brazzaville ou à lui envoyer par mail à proviseur@lycee-saintexbrazza.org pour le vendredi 27 juin 2014, dernier délai.

Les candidats sélectionnés sur dossier seront ensuite convoqués pour un entretien.

LYCEE FRANÇAIS SAINT EXUPÉRY
BRAZZAVILLE - CONGO

ÉTABLISSEMENT CONVENTIONNÉ
aeefe
agence pour
l'enseignement
français
à l'étranger

APPEL A CANDIDATURE

Le lycée français Saint-Exupéry de Brazzaville recrute, à compter du 1^{er} septembre 2014, un professeur d'espagnol qui assurera 12h de cours par semaine.

Le candidat devra être en possession d'un diplôme de langue et culture hispaniques d'un niveau BAC +3 minimum.

En outre, des expériences attestées d'enseignement de l'espagnol et de séjour dans un pays hispanophone seront valorisées.

Les candidatures avec CV, lettre de motivation et attestations sont à déposer auprès de Madame l'Assistante du Proviseur lycée français Saint Exupéry Avenue de l'OUA à Brazzaville avant **le vendredi 20 juin 2014**

Les candidats pré sélectionnés seront ensuite convoqués pour des tests de niveau et un entretien individuel.

Le Proviseur

FORMATION QUALIFIANTE

Lancement des journées portes ouvertes

Initiées par la direction départementale de la formation qualifiante et de l'emploi de Pointe-Noire, ces journées ont débuté le mercredi 11 juin à la chambre consulaire, en présence de Félix Onka et Servais Packa, respectivement directeur général par intérim et directeur de la formation qualifiante et de l'emploi du département de Pointe-Noire et du Kouilou.

« Formation qualifiante et emploi, gage d'un développement durable » est le thème général de ces journées portes ouvertes qui dureront trois jours. Elles regroupent notamment l'ensemble des chefs d'entreprises et chefs des centres de formation du département de Pointe-Noire ainsi que divers invités. Parallèlement au thème général, plusieurs autres sujets seront développés au cours des assises, à savoir : la mission de la formation qualifiante ; CEFA des métiers de services de Pointe-Noire ; méthodologie et qualité artistique en matière de formation qualifiante ; réflexion sur la mise en place d'une plate-forme des centres de métiers pour une application harmonieuse des conditions d'obtention du CAP ainsi que des textes en vigueur.

Expliquant l'intérêt de ces portes ouvertes, Servais Packa a indiqué : « L'organisation de ces journées suffirait à justifier la conviction clairement affirmée que le devoir de tous est de lutter vigoureusement contre le chômage par une stratégie départementale en matière de formation qualifiante. Le gouvernement de la République, par le biais du sous-secteur de la formation qualifiante, n'est pas resté insensible grâce aux initiatives multiformes relayées par la direction générale de la formation qualifiante et de l'emploi, dont la voie a déjà été balisée par le programme de société du président de la République, le Chemin d'avenir. »

Pour sa part, Félix Onka a précisé : « La formation qualifiante est un domaine nouveau en République du Congo qui se déroule pendant quelques mois ; cette formation qualifiante est différente de la formation professionnelle car elle s'engage à former les personnes en vue de les rendre plus compétitives et qualitatives sur le marché de l'emploi. »

Séverin Ibara

HANDBALL

Le public sportif d'Oyo déçu des résultats des Congolais

Après l'organisation pour la deuxième fois consécutive d'une compétition africaine de handball au Gymnase d'Oyo, à 400km de Brazzaville au nord du Congo, à savoir la CAN en 2013 et le championnat des clubs vainqueurs de coupe en 2014, le public sort déçu au regard de la prestation des équipes congolaises.

La prestation des Diables rouges en Championnat d'Afrique des nations (CAN) chez les juniors et cadets en 2013, et plus récemment les prestations d'Asel, Inter club, Abo-sport et Patronage au championnat d'Afrique des clubs vainqueurs de coupe -catégories seniors dames et messieurs a contrarié le public d'Oyo pourtant très dévoué au départ.

« On ne peut pas organiser deux fois des compétitions pour les perdre. Si nos équipes n'ont pas le niveau, il vaudrait mieux se concentrer d'abord sur une formation sereine avant de s'engager ou d'organiser les compétitions », a indiqué Symphorien Iloki, un passionné de handball à Oyo, poursuivant : « Nous sommes déçus de la prestation de nos équipes, c'est pourquoi nous supportons les équipes étrangères quand le score est défavorable pour les Congolais. »

Notons qu'à l'issue de la compétition des clubs à Oyo, l'équipe masculine Patronage de Pointe-Noire s'est classée 4e sur sept équipes. Les Congolaises ont gagné deux matchs, un nul face à l'équipe championne qu'aucune



Le public lors de la CAN 2013

autre équipe n'avait pu accrocher, avec 26 buts partout, et deux défaites. Ce résultat nul restera gravé dans la mémoire des Tunisiens qui n'en revenaient pas jusqu'à la fin de la compétition malgré leur victoire sur le reste des équipes à savoir Al Ahly, Salinas, Volcan, FAP et ASPAC.

Chez les dames, les trois clubs engagés sont classés 4° (Abo), 5° (Inter) et 6° (Asel). Rappelons que lors de la CAN en 2013, le Congo avait également échoué chez les juniors. Le public était tant soit peu reconforté par la troisième place remportée par l'équipe cadette. Cette troisième place les qualifiant en championnat du monde de la jeunesse qui aura lieu du 20 juillet au 3 août en Macédoine.

Notons que pour réconcilier la population avec le handball, la Fédération

congolaise de handball devra penser à organiser une compétition nationale de handball à Oyo où toutes les équipes seront du Congo, avant d'abriter une autre compétition continentale.

Malgré la défaite des équipes congolaises lors des deux compétitions organisées à Oyo, celles-ci ont contribué à la modernisation de cette communauté urbaine en une cité attractive, avec la construction d'infrastructures sportives et sanitaires modernes. Ces activités sportives ont eu également un impact économique positif ces deux dernières années dans plusieurs domaines, notamment, l'hôtellerie, la restauration ainsi que les petits commerces. Ces compétitions ont aussi permis de faire découvrir l'arrière-pays au niveau international.

Charlem Léa Legnoki

EMPRUNT OBLIGATAIRE PAR APPEL PUBLIC A L'EPARGNE
«Alios Finance Gabon 6, 25% brut 2014- 2021»
Montant global de l'opération : 10 milliards de Francs CFA



Fructifiez vos investissements

COMMUNIQUE

Alios Finance Gabon, établissement de crédit spécialisé, présent au Gabon depuis 48 ans, lance sur le marché financier de l'Afrique Centrale un emprunt obligataire d'un montant de 10 milliards de F CFA rémunéré au taux de 6,25% brut l'an.

Cette opération, d'une durée de 7 ans et qui bénéficie de la lettre de confort de la maison mère Alios Finance SA, vise à soutenir la demande de plus en plus forte de sa clientèle, notamment en matière d'accès à l'immobilier et aux équipements de grande consommation.

L'offre est composée de 1.000.000 (un million) d'obligations d'une valeur nominale de 10.000 F CFA chacune et s'adresse aux personnes physiques et morales résidentes ou non dans la zone CEMAC. La cotation des titres sera assurée par la Bourse des valeurs mobilières de l'Afrique Centrale (BVMAC), et les revenus y relatifs bénéficieront du régime fiscal dérogatoire applicable aux titres cotés à la BVMAC, soit un taux d'IRCM de 5% libératoire de toute autre imposition.

Les souscriptions sont ouvertes du 02 Juin au 31 juillet 2014 auprès de BGFIBourse et des membres du syndicat de placement.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter les numéros suivants : (241) 04 29 29 63 ou (241) 02 07 07 68 ou par email : souscriptions.bgfibourse@bgfi.com • souscription@alios-finance.com

Alios Finance, Plus proche pour aller plus loin.

Période de souscription :
02 juin au 31 juillet 2014

Prix d'émission :
10 000 FCFA

Nombre de titres :
1 000 000 obligations

Durée :
7 ans

Émetteur :
ALIOS
FINANCE
Plus proche pour aller plus loin

Arrangeur et Chef de File :
BGFI Bourse

Syndicat de Placement :
• Groupe BGFIBank
• La Financière SA
• Africa Bourse

Cotation :
BVMAC

MOTS FLÉCHÉS N°030

JEUX PROPOSÉS PAR rci-jeux.com

SUDOKU N°030

LIEU D'HABITATION	DEVENUE PLUS LARGE	POUPÉES	ELLE FAIT TOUT OUBLIER	SANS PAYER	SEREIN	VOLTE-FACE
MÉDITA	MOT QUI DÉCLINE	VOIR À L'INSU	FAIRE LE COUPLE		COMME DES LÉGUMES	
			MONNAIE SUÉDOISE			
JEU DE SIGNES				PRÉNOM FÉMININ		
SAUCE À SALADE						ELLE COULE EN SUISSE
ENDUIRE D'HUILE	SEINS POPULAIRES			FERAI LE DÉPLACEMENT		
	INNÉE			FLEUVE DE RUSSIE		
			COMME (À L')			
			ROGNON			
POÈME FÉODAL		DÉCHET REJETÉ PAR LE CORPS		PLUSIEURS SIÈCLES		
ARRACHE LE PIED		VESTIGES		MIT À L'ÉCART		
			ELLE REJOINT L'ÉCROU CHACUN À LE SIEN			VIEILLESSE
TEINTAI D'UN JAUNE FONCÉ	CRAQUE EN BRÛLANT	MIS EN FORME ARTICLE CONTRACTÉ			RÉFLÉCHI	
					QU'IL N'A PAS BONNE MINE	
			DRAME NIPPON	COMPÉTITION SPORTIVE		
			AMOUR DE ZEUS	MAGISTRATS		
RASSEMBLÉ			COMBINANT			
MESSAGERIE MODERNE			ACTIONS DE COMMANDOS			
		FUTUR GRADÉ				
		PARESSEUX DE NATURE		GRAND PEINTRE		MARCHE SANS BUT
DAVANTAGE EN MAPOSITION			QUELLE POMME ! PUBLICATION ASSISTÉE		CRI D'ARÈNES ENTRE OUEST ET NORD	
			RAPPORT CONSTANT	DIVISER LA TERRE		
CARTE DES PLATS	VARIANTE DU FRANÇAIS CANADIEN				MESURE D'ANGLE	
			PIÈCE DE CHARPENTE	QUI CONTIENT DE LA SOUDE		

>FACILE

	7	5				3	2	
	8		2				7	1
		9	7	1	3			6
		4	6	9				
9			3		4			8
				5	1	6		
3			4	8	2	5		
7	4				9		6	
	9	2				4	8	

>MOYEN

		4		2		8		9
	2	8	4	5			6	
						2	4	
			9		2			3
1		3				9		2
7			6		8			
	5	7						
	4			6	3	7	2	
6		1		7		4		

>DIFFICILE

		2		7			4	
			9	5		8	3	7
9			6		4			
		1						4
3	4		8		7		1	5
8						7		
			7		8			3
4	3	8		6	9			
	6			4	9			

MOTS CROISÉS N°030

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									

>HORIZONTALEMENT 1. Son travail demande beaucoup de patience et de soins. - 2. Qui occasionne des frais. - 3. Une période respectée par les musulmans. - 4. Neptunium. Règne sans vie. - 5. Tel un ensemble de biens divisé. Préférable à la connaissance. - 6. Apollon ou Dionysos. Dispose des briques de façon particulière. - 7. Conjonction. Ne te montras pas fidèle à ta parole. - 8. Haut du corps. Préfixe. - 9. Nouvelles cessions. - 10. Mèches rebelles. Éclusé.

>VERTICALEMENT A. Sainte de Lourdes. - B. Roche magmatique aux minéraux de petite taille. - C. Est commun pour la chose. Article. Opération avant distribution. - D. Qui en pincet. - E. Rétraction. - F. Leurs ancêtres ont écrit des lettres persanes. - G. Treize à table... Mot qui élimine ce qui suit. Mot d'enfant. - H. Point dit. Qui provoquent le mécontentement. - I. Devenues musulmanes. - J. Enfin là ! Fond épais. Va de l'avant.

MOTS À MOTS N°030

Pour chaque ligne, en regroupant et en mélangeant les lettres des deux mots proposés, composez un troisième mot de sept lettres.

- ① G A R E + F I L = F _ _ _ _ _ _
- ② D I R E + N E F = _ _ _ N _ _ _
- ③ C E L A + C R U = _ _ _ _ _ R _

SOLUTIONS DE LA SEMAINE PRÉCÉDENTE

MOTS FLÉCHÉS N°029

V	C	U	P	D	V				
N	I	C	H	E	S	A	V	I	S
L	A	I	S	S	E	R	S	E	I
F	E	R	O	C	E	T	A	P	A
N	T	L	R	I	P	O	U	E	
F	I	A	A	D	O	R	A	S	P
E	L	E	V	A	S	R	E	G	A
I	S	O	L	E	M	E	N	T	A
R	A	S	E	R	E	C	U	C	
U	R	S	S	R	A	T	S	L	E
H	T	P	I	R	S	E	C	U	
R	E	G	I	S	S	E	U	R	S
N	C	E	S	S	E	B	O	L	
L	A	B	I	A	L	T	A	P	I
N	A	T	I	O	N	I	M	P	O
B	E	L	E	N	U	I	T	S	N

SUDOKU N°029

1	2	6	7	4	9	8	3	5
4	3	7	6	5	8	9	2	1
8	5	9	1	3	2	4	7	6
7	6	1	5	2	4	3	9	8
2	9	8	3	6	7	1	5	4
3	4	5	9	8	1	7	6	2
6	7	2	4	1	3	5	8	9
5	1	3	8	9	6	2	4	7
9	8	4	2	7	5	6	1	3

6	2	4	3	1	8	5	7	9
9	7	3	6	2	5	8	1	4
5	8	1	9	7	4	2	6	3
8	4	9	2	6	1	7	3	5
3	1	5	7	8	9	6	4	2
2	6	7	5	4	3	9	8	1
7	9	2	1	3	6	4	5	8
4	3	6	8	5	2	1	9	7
1	5	8	4	9	7	3	2	6

MOTS CROISÉS N°029

L	I	M	O	N	A	D	I	E	R
A	V	E	N	I	R	R	O	I	
C	O	L	F	A	R	I	N	E	
T	I	E	D	E	S	S	N		
O	R	E	E	A	G	E	S		
S	E	P	E	G	A	S	E	S	
E	R	A	T	A	I	M	U		
S	A	R	S	N	O	B	E		
R	E	V	E	E	S	I	L	E	
E	T	E	R	N	E	L	L	E	S

MOTS À MOTS N°029

1/ MONARCHIE - 2/ DÉSIRABLE - 3/ VISIONNER.

COUPE DU MONDE DE FOOTBALL

Vivez l'évènement avec Les Dépêches de Brazzaville !

Ça y est, nous y sommes ! Dans quelques heures, la vingtième édition de la Coupe du Monde de la Fifa a démarré, à São Paulo, hier à 21 heures (heure de Brazzaville). Le Brésil, malgré une forte contestation populaire, est désormais le centre du monde et le théâtre de soixante-quatre matchs qui nous mèneront jusqu'à la finale du 13 juillet.

Pour accompagner leurs lecteurs durant le plus grand évènement médiatique planétaire, Les Dépêches de Brazzaville ont réalisé un supplément spécial Coupe du Monde 2014. Toutes les listes, actualisées au 10 juin (pages 6 à 10 et 15 à 21), y sont proposées avec un gros plan sur les sélections africaines.

Un calendrier à remplir jour après jour En double page centrale (pages 12 et 13) se trouve un calendrier à remplir jour après jour, avec tous les matchs et tous les horaires. Joueurs stars, absents et grands noms de l'histoire du Mondial y sont racontés et recensés (page 24). Un onze de choc renforce Les Dépêches de Brazzaville pour ce

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

NUMÉRO SPÉCIAL
Coupe du Monde Brésil 2014

AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

200 F.CFA / 300 FC www.lesdepêchesdebrazzaville.fr NUMÉRO SPÉCIAL - JUIN-JUILLET 2014

EDITORIAL
Le foot comme on l'adore !

BRÉSIL 2014
Ils la veulent tous... mais un seul la gagnera

Tous les groupes et toutes les équipes
Le calendrier complet du tournoi
L'œil de l'entraîneur

Gros plan sur le Cameroun
Gros plan sur l'Algérie
Les stars du mondial
Léopards du Zaïre 74

FOOTBALL BRÉSIL
Didier Roustan

Le Roy (page 4), dont les conseillers techniques sont les journalistes Ghislain-Joseph Gabio « Tao-Tao » et Didier Roustan (page 23).

Des analyses, des réflexions... Mondialistes, champion du monde, vainqueurs de la Coupe d'Afrique des nations, commentateurs lors de nombreuses éditions du Mondial, entraîneur de renom, nos experts vous livrent leurs analyses, leurs réflexions et leurs espérances. Les enjeux géopolitiques et stratégiques liés à l'organisation de cette compétition sont décryptés par le géopolitologue Pascal Boniface (page 5).

... et de l'optimisme pour les sélections africaines Car l'espoir et l'optimisme doivent être de mise pour les sélections africaines, les cinq représentants d'un

football africain qui court toujours derrière sa première demi-finale. Quarante ans après le parcours raté des Léopards du Zaïre (page 14), qui de l'Algérie, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, du Ghana ou du Nigeria fera la fierté du football africain ces prochains jours ? Réponse dans quelques semaines...

Les Dépêches de Brazzaville

JEUX OLYMPIQUES DE LA JEUNESSE

La flamme est passée par Brazzaville

Après Bangui, la flamme des Jeux Olympiques de la Jeunesse a traversé Brazzaville le matin du 12 juin avant que le relai ne soit pris par Kinshasa. Un honneur pour la capitale congolaise qui s'apprête à fêter en septembre prochain le cinquantenaire de l'olympisme africain.

préfet de Brazzaville, a félicité les athlètes et les a encouragés à pratiquer les vertus de l'olympisme : « Cette année sera organisée les jeux olympiques des jeunes. Et l'avenir leur appartient. En recevant le flambeau, je vous donne l'autorisation de continuer votre parcours à travers le département de Brazzaville »

Après la préfecture, la flamme, a pris la direction du stade Alphonse-Massamba-Débat avant d'arriver au ministère des Sports et de l'éducation physique. Réagissant pour la circonstance, Léon Alfred Opimbat a salué le passage de cette flamme à Brazzaville à l'orée des 11èmes Jeux africains. « Aujourd'hui c'est un grand jour pour l'olympisme et le mouvement sportif congolais pour



Mme Mahoungou transmettant la flamme à une athlète

Cette flamme annonce l'organisation, en août prochain, à Nanjing en Chine, des Jeux Olympiques de la jeunesse. Elle ne s'éteindra qu'après avoir fait le tour de 204 pays du monde dont le Congo. Au sujet des Jeux, ils mettront aux prises les jeunes venus de tous les coins du monde dont l'âge varie de 14 à 18 ans. Pour saluer l'organisation de cette compétition des jeunes, le Comité national Olympique et sportif congolais a mobilisé à chaque coin stratégique les athlètes pour le transmettre de fédération en fédération, une manière de promouvoir les valeurs de l'olympisme et du bienfait du sport. La flamme olympique de la jeunesse est arrivée à Brazzaville par l'aéroport Maya-Maya. Elle a été réceptionnée par Mme Mahoungou, secrétaire générale adjointe du Comité national Olympique et sportif congolais qui l'a transmise à un athlète. Benoît Moundélé Ngollo,

un pays qui était le berceau de l'olympisme africain et pour la promotion de la flamme olympisme de la jeunesse que nous venons de recevoir à Brazzaville, une ville historique qui s'apprête à abriter le cinquantenaire de l'olympisme africain. »

Le ministre a aussi insisté sur les vertus du sport : « Je saisis cette opportunité pour rappeler que le sport est un facteur de cohésion sociale et d'identification nationale. C'est aussi un vecteur de rassemblement, d'unité et de nouvelle espérance pour notre jeunesse. »

Autres lieux où la flamme est passée : le Comité national Olympique et sportif congolais (CNOSC) et l'Hôtel de ville de Brazzaville. Hugues Ngouémondélé, maire de la ville, a souhaité à l'équipe chargée de transporter ladite flamme, une réussite dans cette noble mission.

James Golden Éloué

BRIN D'HISTOIRE

Le sommet de La Baule

Sommet de La Baule, 20-21 juin 1990. Lors de sa clôture, le président français, François Mitterrand, subordonne l'aide à la démocratie : « L'aide sera plus tiède pour les régimes autoritaires, et plus enthousiaste pour ceux qui auront franchi le pas. » Le sommet de La Baule marque le début du processus de démocratisation et la vogue des conférences nationales, dont la toute première a lieu au Bénin. Le Congo s'y engouffre peu après, le 25 février 1991.

« La conférence nationale souveraine s'inscrit comme une exigence extérieure à la conscience nationale et ne rentre pas dans le cadre d'une modalité historique et politique voulue ou attendue... » Je cite ces termes de Grégoire Léfouoba, extraits de son livre Enjeux et Dynamique des rivalités sociales au Congo, p. 181. Il poursuit, plus loin : « À la place de Marx, Lénine et Mao, on élève au fronton de la politique congolaise le mot démocratie, qui devient l'alpha et l'oméga de tout. Le socialisme est remplacé par liberté, la révolution devient la transparence, et la révolution est enterrée par le suffrage universel. Un homme, une voix

devient le mode opératoire de l'action politique. La tribu et l'ethnie ne sont plus diabolisées. Les "tribalistes" et les "révolutionnaires" d'hier deviennent les "démocrates" d'aujourd'hui, et l'ethnie devient la catégorie sociale sur laquelle on s'appuie pour l'accès au pouvoir. La pensée politique congolaise passe d'un extrême à un autre sans réellement justifier une attitude avant de la valider. »

Le livre de Grégoire Léfouoba met nettement en lumière le rôle de la cosmogonie, dont la surreprésentation dans l'être et l'agir du Congolais percuta la rationalité et crée une distorsion dans la compréhension des faits et des phénomènes de notre société, conçue dans « un rapport de conflictualité avec l'altérité », cette conflictualité qui découle de la peur de l'autre, à l'origine des tensions qui traversent le champ social. L'autre, au lieu d'être cet autre soi-même, devient l'objet de la stigmatisation. Ici, tout le matériau de la stigmatisation est mobilisé : l'ethnie, la région, la religion, etc.

La conflictualité est la caractéristique du fait politique congolais. Le débat actuel sur la constitution nous en donne

la preuve tous les jours. Les protagonistes, dans les joutes passionnées, oublient délibérément que « le geste insistant l'ordre du droit est un geste politique, un geste qui est à la fois pour et contre quelque chose, une décision... La constitution est donc une décision existentielle. Il ne faut pas la réduire à une cascade d'habilitations normatives, car elle est valide parce qu'elle émane d'un pouvoir constituant, c'est-à-dire un pouvoir ou une autorité qui est posée par la volonté de celui-ci. Il s'ensuit donc que cette décision est révocable par essence. » C'est cette affirmation qui devrait être l'essence du débat actuel, au lieu de quoi on s'égare.

La Baule, à la suite de la perestroïka et de la glasnost, a produit les conférences nationales. De quoi accouchera la rencontre des chefs d'État africains avec Barack Obama, chez lui, dans quelques semaines ? Les récentes déclarations comminatoires du secrétaire d'État américain n'augurent rien de bon. Nos chefs d'État devront se souvenir du sommet de La Baule, à l'origine de l'injonction qui a fini par embraser les pays francophones par la résurgence et l'affirmation

de l'ethnie et des concepts d'exclusion, comme l'ivoirité, dans le jeu politique, à la faveur d'une démocratie mal intériorisée. Il devrait s'agir, pour nos chefs d'État au cours de cette rencontre, d'afficher sans langue de bois leur volonté de s'affranchir de l'eurocentrisme et de l'américanocentrisme au nom de cette affirmation de Grégoire Léfouoba, dans un autre ouvrage, Le Curriculum Vitæ du Congo, p. 110 les « puissances étrangères s'ingénient à promouvoir l'éclatement de nos sociétés ». Nos États doivent s'y opposer résolument.

Au moment où l'Afrique s'éveille, elle doit inventer son nouveau destin à partir de ses propres réalités, pour imaginer des règles de gouvernance appropriées. Comme le dit si bien Grégoire Léfouoba, dans l'ouvrage sus-cité : « Nous sommes en pleine mutation systémique. La démocratie doit être consensuelle, c'est-à-dire que celui qui perd ne perde pas tout. » À tout le moins, une hypothèse apaisante. J'ajoute que celui qui gagne ne doit pas tout gagner. C'est le prix à payer pour l'avènement d'une nouvelle gouvernance républicaine.

Mfumu